

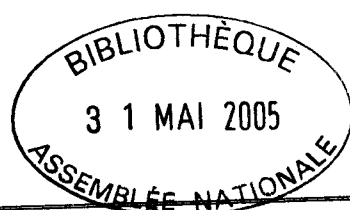
E46A1  
E88  
2005/06  
3,1  
QL  
P. gouv.

---

# Étude des crédits 2005 – 2006

---

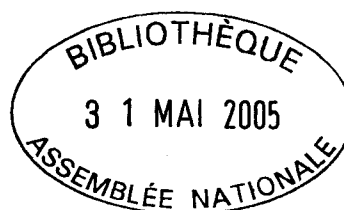
Demandes de renseignements **particuliers**  
(volet **aide financière**) de l'opposition  
officielle adressées à la Ministre  
de l'Emploi et de la Solidarité sociale



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

| #  | Demande de renseignements particuliers – Sécurité du revenu   | Page |
|----|---|------|
| 1. | Effectifs selon la fonction et évolution mensuelle du nombre de dossiers par agent, pour chacun des centres locaux d'emploi en 2004-2005.   | 1    |
| 2. | État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :   |      |
|    | a) répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi, selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois;  | 2    |
|    | b) évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes;                         | 3    |
|    | c) répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaires, locataires, chambreurs, en logements subventionnés : HLM, coopérative d'habitation), en indiquant la catégorie de ménage;  | 5    |
|    | d) nombre d'enfants (moins de 18 ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assistance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le cégep, l'université ou qu'ils ne fréquentent pas l'école;            | 6    |
|    | e) nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une;  | 7    |
|    | f) économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu;  | 8    |
|    | g) nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale; | 9    |
|    | h) nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;   | 10   |
|    | i) économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu;   | 10   |
|    | j) nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu;  | 6    |
|    | k) évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles selon les critères suivants :  | 11   |
|    | i. état de santé;   |      |
|    | ii. état de grossesse;  |      |
|    | iii. garde d'enfants d'âge préscolaire ou la garde d'enfants handicapés;  |      |
|    | iv. critère de 55 ans;  |      |
|    | v. partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;  |      |
|    | vi. attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de soutien financier.  |      |
|    | l) nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barème et le revenu moyen déclaré;  | 12   |
|    | m) nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés;  | 13   |
|    | n) nombre de ménages qui ont reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci, y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle;  | 14   |
|    | o) nombre de révisions et d'appels selon le motif et la décision;   | 15   |
|    | p) nombre de personnes qui ont demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision;  | 17   |
|    | q) nombre de personnes qui ont bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi;  | 18   |
|    | r) ventilation détaillée des impacts pour le Québec des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le Régime de sécurité du revenu;   | 19   |
|    | s) liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance-médicaments, pour 2004-2005;  | 21   |
|    | t) nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que le délai de référence;  | 22   |



# *ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006*

## Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

| #   | Demande de renseignements particuliers – Sécurité du revenu  | Page |
|-----|--|------|
|     | u) nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006;   | 23   |
|     | v) nombre de prestataires admissibles à une rente de préretraite et l'économie générée en 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006;  | 24   |
|     | w) bilan du budget et des dépenses pour le programme de l'allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour l'année 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.   | 25   |
| 3.  | Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataire avec des contraintes sévères à l'emploi.  | 26   |
| 4.  | Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataire avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée.  | 27   |
| 5.  | Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataire avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée et dont la personne a gagné en appel.   | 28   |
| 6.  | Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu.   | 29   |
| 7.  | État de situation sur les mesures relatives à l'allaitement et aux préparations lactées pour nourrissons pour l'année 2004-2005.   | 30   |
| 8.  | Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants :<br>a) personne vivant seule;<br>b) couple;<br>c) famille monoparentale;<br>d) famille biparentale;<br>e) définition du concept « revenu d'emploi » pour le programme;<br>f) définition du concept « lien d'emploi » pour le programme.  | 31   |
| 9.  | Bilan détaillé des activités de conformité pour l'année 2004-2005 et de l'application éventuelle des pénalités administratives.  | 32   |
| 10. | Bilan et résultats du programme « Destination Emploi » 2003-2004, 2004-2005 :<br>a) nombre de participant-e-s;<br>b) durée moyenne de participation;<br>c) pourcentage de réussite.  | 33   |
| 11. | Bilan et résultats du programme « Ma place au soleil » avec :<br>a) moyenne des frais (garderie, transport et matériel scolaire) remboursés par Emploi-Québec aux participantes de « Ma place au soleil »;<br>b) nombre de participant-e-s par région;<br>c) durée moyenne de participation;<br>d) pourcentage de réussite.  | 34   |
| 12. | Bilan et résultats du programme « J'ai un emploi pour vous » avec :<br>a) distinction dans buts et objectifs entre le programme « J'ai un emploi pour vous » et la nouvelle philosophie « Place à l'emploi »;<br>b) nombre de participant-e-s;<br>c) pourcentage de réussite.  | 35   |
| 13. | Concernant le Comité d'adaptation de la main-d'œuvre :<br>a) ventilation du budget des Comités d'adaptation de la main-d'œuvre au 31 mars 2005 et comparaison avec l'exercice financier 2003-2004;<br>b) bilan des principales activités du CAMO en 2004-2005;<br>c) montant reçu du gouvernement fédéral pour ce programme pour les années 2003-2004 et 2004-2005;<br>d) liste des subventions accordées par le CAMO. | 36   |

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

| #   | Demande de renseignements particuliers – Sécurité du revenu   | Page |
|-----|---|------|
|     | <b>Stratégie nationale de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale</b>  |      |
| 14. | <p>État de situation détaillé au sujet des axes et sous-axes du Plan d'action de lutte contre la pauvreté :</p> <p>a) Axe 1 – Améliorer le bien-être des personnes en situation de pauvreté</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ajuster annuellement les prestations d'assistance-emploi;</li> <li>• assouplir les règles de comptabilisation des actifs dans le cadre du Programme d'assistance-emploi;</li> <li>• protéger la prestation à laquelle une personne a droit à l'assistance-emploi;</li> <li>• offrir à toutes les familles une exemption partielle des revenus de pension alimentaire pour enfants dans le cadre du Programme d'assistance-emploi;</li> <li>• pourvoir au financement du Réseau québécois du crédit communautaire;</li> <li>• réviser annuellement le salaire minimum en fonction de l'évolution de la rémunération moyenne au Québec;</li> <li>• appuyer davantage les travailleuses et les travailleurs à faible revenu par la mise en place de la nouvelle Prime au travail;</li> <li>• une prime à la participation : augmenter l'allocation minimale d'aide à l'emploi accordée aux prestataires de l'assistance-emploi;</li> <li>• favoriser une mise en mouvement rapide des nouveaux demandeurs d'assistance-emploi aptes au travail;</li> <li>• augmenter la participation et améliorer l'accès à des mesures d'aide à l'emploi pour les groupes davantage touchés par la pauvreté;</li> <li>• mieux soutenir l'intégration socioprofessionnelle des personnes immigrantes et des membres des minorités visibles;</li> <li>• établir un régime particulier de soutien du revenu pour les personnes ayant des limitations importantes à l'emploi;</li> <li>• augmenter le nombre de logements sociaux et abordables et accélérer leur réalisation;</li> <li>• accorder des suppléments au loyer à 5 276 ménages pour atténuer les effets de la pénurie de logements;</li> <li>• adapter le logement de plus de 6 000 personnes handicapées;</li> <li>• adopter un cadre de gestion intégré pour offrir des services de soutien communautaire en logement social;</li> <li>• favoriser le développement d'initiatives communautaires en matière d'habitation;</li> <li>• améliorer l'offre de service destinée aux personnes sans-abri ou qui risquent de le devenir;</li> <li>• miser sur la contribution des organismes communautaires;</li> <li>• poursuivre le soutien à la mise en œuvre de projets d'approvisionnement alimentaire dans les communautés locales et les milieux défavorisés;</li> <li>• poursuivre le soutien à la réalisation de mesures d'aide alimentaire ponctuelles, notamment en faveur des enfants;</li> <li>• améliorer l'accès aux médicaments pour les personnes ayant un faible revenu.</li> </ul> <p>b) Axe 2 – Prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en développant le potentiel des personnes</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mettre en place un Soutien aux enfants aidant davantage les familles à faible revenu;</li> <li>• favoriser le développement des enfants en provenance des milieux défavorisés en facilitant leur accès à des services de garde éducatifs de qualité;</li> <li>• offrir des services intégrés en périnatalité et en petite enfance pour les familles vivant en contexte de vulnérabilité;</li> <li>• soutenir l'innovation et l'intégration des activités de prévention auprès des jeunes enfants (de 0 à 6 ans) et de leur famille;</li> <li>• expérimenter le programme Famille, école et communauté : ensemble pour la réussite scolaire;</li> </ul> | 38   |

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

| #   | Demande de renseignements particuliers – Sécurité du revenu   | Page |
|-----|---|------|
|     | <ul style="list-style-type: none"> <li>• implanter le Programme d'aide à l'éveil à la lecture et à l'écriture dans les milieux défavorisés;</li> <li>• soutenir le réseau scolaire dans le développement de l'aide aux devoirs et aux leçons;</li> <li>• soutenir le réseau scolaire dans le développement du mentorat au secondaire pour favoriser la réussite scolaire;</li> <li>• assurer la qualification des jeunes provenant des centres jeunesse;</li> <li>• intervenir en faveur des jeunes en grande difficulté dans les territoires de CLSC;</li> <li>• adapter les services de formation et d'accompagnement aux besoins des jeunes, décrocheuses et décrocheurs scolaires ou faiblement scolarisés, âgés de 16 à 24 ans;</li> <li>• encourager l'acquisition d'une première qualification en favorisant la conciliation travail et études;</li> <li>• offrir des solutions de rechange à l'assistance-emploi aux jeunes de moins de 25 ans et sans contraintes à l'emploi;</li> <li>• mettre en œuvre une entente interministérielle pour le développement des jeunes;</li> <li>• se doter d'un Engagement jeunesse en faveur des jeunes de 16 à 24 ans sous-scolarisés ou sans emploi;</li> <li>• soutenir des initiatives sociocommunitaires contribuant à favoriser la participation sociale des personnes âgées à faible revenu.</li> </ul> |      |
|     | <p>c) Axe 3 – Favoriser l'engagement de l'ensemble de la société</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• investir au service des initiatives des milieux grâce au Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS);</li> <li>• convenir des secteurs et des territoires prioritaires d'intervention et soutenir des actions à l'échelle de la région;</li> <li>• soutenir l'émergence de stratégies locales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur les territoires prioritaires d'intervention;</li> <li>• amener les ministères et organismes concernés à établir les ressources consacrées aux territoires prioritaires d'intervention convenus avec les régions et les villes, et à déterminer des attentes de résultats sur ces territoires;</li> <li>• lutter contre les préjugés à l'égard des personnes en situation de pauvreté.</li> </ul>   |      |
|     | <p>d) Axe 4 – Assurer la constance et la cohérence de l'action</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• évaluer l'impact des propositions de nature législative ou réglementaire sur le revenu des personnes en situation de pauvreté;</li> <li>• assurer un pilotage interministériel efficace et coordonné;</li> <li>• intensifier les échanges avec le gouvernement du Canada;</li> <li>• intensifier le dialogue avec les nations autochtones et soutenir l'émergence de stratégies locales dans les villages et réserves.</li> </ul>   |      |
| 15. | Nombre de personnes vivant seules, couples, familles monoparentales et familles biparentales vivant sous 50% du revenu médian au Québec.  | 40   |
| 16. | <p>État d'avancement des travaux concernant la mise en œuvre du Comité consultatif sur la pauvreté et l'exclusion sociale, incluant :</p> <p>a) budget alloué;</p> <p>b) la liste des personnes consultées avec copie de leurs recommandations;</p> <p>c) processus de nomination;</p> <p>d) date prévue pour sa création.</p>  | 41   |
| 17. | <p>État d'avancement des travaux concernant la mise en œuvre de l'Observatoire sur la pauvreté et l'exclusion sociale, incluant :</p> <p>a) budget alloué;</p> <p>b) la liste des personnes consultées et leurs recommandations;</p> <p>c) processus de nomination;</p> <p>d) date prévue pour sa création.</p>   | 42   |

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**

### Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

| #   | Demande de renseignements particuliers – Sécurité du revenu  | Page |
|-----|--|------|
| 18. | <p>État d'avancement des travaux concernant la mise en œuvre du Fonds québécois d'initiatives sociales, incluant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) budget alloué;</li> <li>b) fonctionnement prévu;</li> <li>c) type d'activités qui sont supportées par région;</li> <li>d) liste et les montants alloués à chacun des organismes depuis la mise en œuvre du FQIS.</li> </ul>   | 43   |
|     | <b>Régime d'assurance parentale</b>  |      |
| 19. | Évaluation des coûts du régime d'assurance parentale du Québec.  | 44   |
| 20. | Les coûts administratifs de mise en œuvre du RQAP.   | 45   |
| 21. | Évaluation des coûts du régime d'assurance parentale du Québec pour la première année du régime.   | 46   |
| 22. | <p>Évaluation des revenus du régime d'assurance parentale du Québec pour la première année du régime :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) sommes libérées par la réduction de taux au régime d'assurance-emploi;</li> <li>b) sommes accordées en frais de démarrage;</li> <li>c) financement additionnel des travailleurs et employeurs : <ul style="list-style-type: none"> <li>i. employeurs;</li> <li>ii. travailleurs;</li> <li>iii. contribution des travailleurs autonomes.</li> </ul> </li> <li>d) financement provenant du gouvernement du Québec : <ul style="list-style-type: none"> <li>i. contribution spéciale du gouvernement;</li> <li>ii. abolition du programme PRALMA;</li> <li>iii. économie provenant des conventions collectives de la fonction publique.</li> </ul> </li> </ul>                       | 47   |
| 23. | <p>Évaluation des revenus du régime d'assurance parentale du Québec pour la 2<sup>e</sup> année du régime et les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) sommes libérées par la réduction de taux au régime d'assurance-emploi;</li> <li>b) sommes accordées en frais de démarrage;</li> <li>c) financement additionnel des travailleurs et employeurs : <ul style="list-style-type: none"> <li>i. employeurs;</li> <li>ii. travailleurs;</li> <li>iii. contribution des travailleurs autonomes.</li> </ul> </li> <li>d) financement provenant du gouvernement du Québec : <ul style="list-style-type: none"> <li>i. contribution spéciale du gouvernement;</li> <li>ii. abolition du programme PRALMA;</li> <li>iii. économie provenant des conventions collectives de la fonction publique.</li> </ul> </li> </ul> | 48   |
| 24. | Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec en 2006.   | 49   |
| 25. | Nombre de personnes qui ne sont pas admissibles au congé parental du gouvernement fédéral mais qui auraient été couvertes par le régime d'assurance parentale québécois en 2005.   | 50   |
| 26. | État de situation des huit équipes de travail annoncées par le premier ministre, le 14 octobre dernier, au terme du Forum des générations.   | 51   |
| 27. | Somme versée aux centres de travail adapté en 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.   | 52   |
| 28. | État de situation au sujet du comité interministériel sur les centres de travail adapté.   | 53   |
| 29. | Le nombre d'emplois créés dans les centres de travail adapté en 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.   | 54   |

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

| #   | Demande de renseignements particuliers – Sécurité du revenu  | Page |
|-----|--|------|
| 30. | La ventilation détaillée des crédits budgétaires adoptés le 21 mars 2005.  | 55   |
|     | <b>Secrétariat à l'action communautaire autonome</b>   |      |
| 31. | Dans chacun des programmes :   |      |
|     | a) liste des organismes subventionnés (avec nom et adresse de ces organismes) ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2003-2004 et 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006;                            | 56   |
|     | b) politique et critères d'attribution des subventions;  | 103  |
|     | c) liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.   | 106  |
| 32. | Copie des avis transmis au ministre ou au secrétariat par le comité aviseur de l'Action communautaire autonome en date du 31 mars 2005.  | 140  |
| 33. | Actions posées et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome et prévisions pour 2005-2006.   | 141  |
|     | <b>Autres</b>  |      |
| 34. | La liste de toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère et ses organismes ou par un ou des employés du ministère ou de l'organisme pour les cinq dernières années.  | 143  |
| 35. | Copie des mémoires, lettres et recommandations déposée au Registraire concernant le projet de loi sur le droit associatif.   | 144  |
| 36. | Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1). | 145  |

# ÉTUDE DES CRÉDITS

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF1

|  |
|--|
| <b>T itre</b><br><br>Effectifs alloués en début d'année selon la fonction et évolution mensuelle<br>du nombre de dossiers par agent pour le réseau de la Sécurité du revenu en 2004-2005 |
|--|

| <b>E xposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>  |  |
|---|--|
| <b>Fonctions</b>  | <b>2004-2005</b>   |
| <ul style="list-style-type: none"><li>• Attribution initiale</li><li>• Gestion des dossiers actifs</li><li>• Chefs d'équipe</li><li>• Personnel en soutien opérationnel et administratif local (incluant le personnel accueil et réception)</li><li>• APPORT et agents de révision Montréal</li><li>• Structure régionale</li><li>• Direction des CLE</li></ul> | <div>362</div> <div>1030</div> <div>260</div> <div>586</div> <div>47</div> <div>265</div> <div>165</div> |
| <b>Total :</b>  | <b>2715</b>  |
| <p>Nombre moyen de dossiers par agent pour l'ensemble des CLE :</p> <p>En 2004-2005, le nombre de dossiers opérationnels confiés à un agent de gestion des cas actifs fut en moyenne de 329.</p>  |  |

**SOURCE :** Direction générale adjointe des opérations, Serge Simard, 2005-05-10  
**VALIDATION :**



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

2

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF02a

### Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :

- a) Répartition des prestataires avec contraintes sévères à l'emploi selon les diagnostics de nature invalidante pour incapacité supérieure ou égale à douze mois.

| DIAGNOSTICS   | NOMBRE D'ADULTES<br>AVEC CONTRAINTES<br>SÉVÈRES |
|---|---|
|   | Janvier 2005                                    |
| Retard mental, déficience mentale<br>ou intellectuelle (code 3170)          | 16 055  |
| Psychoses (code 2900)   | 15 798  |
| Schizophrénie paranoïde (code<br>2953)                                      | 10 557  |
| Troubles névrotiques, de la<br>personnalité et autres (code 3000)           | 19 357  |
| Déficience mentale ou intellectuelle<br>sévère (code 3182)                  | 6 509   |
| Autres maladies et syndrome du<br>système nerveux (code 3400)               | 5 520   |
| Cardiopathies ischémiques<br>(code 4100)                                    | 2 966   |
| Arthropathies et affections<br>apparentées (code 7100)                      | 3 848   |
| Maladies pulmonaires obstructives<br>(code 4900)                            | 2 141   |
| Maladies endocriniennes, etc.<br>(code 2400)                                | 3 459   |
| Trisomie 13, 18, 21 (code 7589)   | 2 772   |
| Affections des régions du plan<br>dorsal (code 7200)                        | 4 271   |
| Tumeurs malignes (code 1400)  | 2 191   |
| Autres diagnostics  | 26 561  |
| Rentes d'invalidité RRQ, Régime de<br>pensions du Canada, etc. <sup>1</sup> | 4 607   |
| <b>TOTAL</b>  | <b>126 612</b>                                  |

<sup>1</sup> Depuis le 1<sup>er</sup> avril 1995, l'admissibilité à une rente d'invalidité en vertu du Régime de rentes du Québec est vérifiée pour chaque personne à qui on a reconnu des contraintes sévères à l'emploi ou qui a fait cette demande de reconnaissance. Le prestataire est alors informé qu'il doit faire compléter le rapport médical de la RRQ par son médecin traitant et qu'il doit acheminer ce rapport médical ainsi que le formulaire "Demande de prestations d'invalidité" à la Régie des rentes du Québec, en vertu de l'article 41 de la Loi.

Lorsque le prestataire d'assistance-emploi est reconnu "invalide" par la Régie, il reçoit une rente d'invalidité qu'il doit déclarer en tant que revenu d'autres sources. Ce revenu, considéré dans le calcul de la prestation d'assistance-emploi, pourra, dans certains cas, rendre le prestataire inadmissible à l'assistance-emploi. Par conséquent, les adultes prestataires dénombrés ayant une rente d'invalidité reçoivent une prestation d'assistance-emploi réduite, mais suffisante pour suppléer aux besoins non comblés par la rente.

**SOURCE :** Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique - 9 mai 2005  
**VALIDATION :** Direction générale des politiques - 11 mai 2005

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF02b

### Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :

- b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

### A) Nombre de personnes à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en janvier 2005, selon l'étape de traitement du dossier

| Admission   | Nombre         | %             |
|---|----------------|---------------|
| ▪ Parce que bénéficiaires de rentes d'invalidité <sup>1</sup> | 4 589          | 3,62          |
| ▪ Par un agent d'aide socio-économique                        | 30 662         | 24,22         |
| ▪ Par un comité d'évaluation médicale et socioprofessionnelle | 80 187         | 63,33         |
| ▪ Par un comité de révision                                   | 9 542          | 7,54          |
| ▪ Par le Tribunal administratif du Québec (TAQ)               | 660            | 0,52          |
| ▪ Autres  | 973            | 0,77          |
| <b>Total</b>  | <b>126 612</b> | <b>100,00</b> |

<sup>1</sup> Les bénéficiaires de rentes d'invalidité d'un autre régime sont automatiquement admis à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.

### B) Nombre de demandes traitées par l'ensemble des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle et des comités de révision du 21 février 2004 au 21 février 2005<sup>1</sup>

#### Comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle

|  |        |          |
|--|--------|----------|
| ▪ Demandes reçues  | 14 549 |          |
| ▪ Demandes traitées  | 14 486 | 100,00 % |
| ▪ Demandes acceptées   | 5 731  | 39,6 %   |
| ▪ Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires | 6 078  | 42,0 %   |
| ▪ Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires | 2 677  | 18,4 %   |

#### Comités de révision

|  |       |          |
|--|-------|----------|
| ▪ Demandes reçues  | 2 719 |          |
| ▪ Demandes traitées  | 2 501 | 100,00 % |
| ▪ Demandes acceptées   | 1 516 | 60,6 %   |
| ▪ Demandes refusées avec allocation pour contraintes temporaires | 402   | 16,0 %   |
| ▪ Demandes refusées sans allocation pour contraintes temporaires | 384   | 15,4 %   |
| ▪ Autres (ex. : désistements ou non récurrents)                  | 199   | 8,0 %    |

<sup>1</sup> C'est la période de février 2004 à février 2005 qui a été retenue afin que les résultats portent le plus possible sur une période similaire à celle de l'année dernière.

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF02b (suite)

### Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :

- b) Évolution mensuelle du nombre de demandes d'inscription à l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi en ventilant selon l'étape de traitement du dossier et en spécifiant le délai moyen pour chacune de ces étapes.

### C) Nombre de demandes en appel, traitées par le Tribunal administratif du Québec du 20 février 2004 au 28 février 2005

|                            |            |
|----------------------------|------------|
| ▪ Décisions sur le fond    | 192        |
| • Désistements             | 82         |
| • Conciliations            | 44         |
| • Règlements hors tribunal | 22         |
| <b>Total</b>               | <b>340</b> |

### D) Délai de traitement du 21 février 2004 au 21 février 2005

| Demandes d'admissibilité au programme   | Délai total moyen |
|---|-------------------|
| • Admis par l'agent avec rapport médical (si diagnostic de nature invalidante)          | Immédiat          |
| • Recommandation des comités d'évaluation médicale et socioprofessionnelle <sup>1</sup> | 9,4 jours         |

<sup>1</sup> Le délai total moyen de traitement en admission est le délai entre le moment où le dossier entre à la Direction de la conformité et de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle et celui où il est transmis au CLE.

### Demandes de révision<sup>1</sup>

|  |          |
|--|----------|
| • Recommandation des comités de révision | 92 jours |
|--|----------|

<sup>1</sup> Le délai total moyen de traitement en révision est le délai entre le moment du dépôt de la demande (habituellement le CLE) ou la production d'observations, et la date d'expédition de la décision du Service de révision médicale et socioprofessionnelle.

**SOURCE :** Direction des politiques de sécurité du revenu – 9 mai 2005  
**COLLABORATION :** SR, DCEMS; DGPSC, Service de révision médicale et socioprofessionnelle; Tribunal administratif du Québec  
**VALIDATION :** Direction générale des politiques – 11 mai 2005

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF02c

### Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :

- c) Répartition des ménages selon le mode de logement (propriétaires, locataires, chambreurs, en logement subventionné : HLM, coopérative d'habitation) en indiquant la catégorie de ménages.

| JANVIER 2005                             |                                  |                         |                            |                         |                |
|--|----------------------------------|-------------------------|----------------------------|-------------------------|----------------|
| MODES DE LOGEMENT                        | CATÉGORIES DE MÉNAGES            |                         |                            |                         | TOTAL          |
|  | Personnes<br>seules <sup>1</sup> | Couples<br>sans enfants | Familles<br>monoparentales | Couples<br>avec enfants |                |
| Propriétaires                            | 9 770                            | 4 666                   | 1 854                      | 2 176                   | 18 466         |
| Propriétaires à logements multiples      | 345                              | 110                     | 73                         | 64                      | 592            |
| Locataires                               | 106 411                          | 11 207                  | 32 563                     | 16 872                  | 167 053        |
| Locataires H.L.M.                        | 16 964                           | 1 472                   | 6 074                      | 2 289                   | 26 799         |
| Chambreurs                               | 35 610                           | 266                     | 2 178                      | 177                     | 38 231         |
| Pensionnaires                            | 33 055                           | 136                     | 1 464                      | 96                      | 34 751         |
| Chambreurs chez un parent                | 6 088                            | 176                     | 687                        | 97                      | 7 048          |
| Pensionnaires chez un parent             | 35 987                           | 275                     | 2 532                      | 192                     | 38 986         |
| Logement subventionné                    | 6 415                            | 484                     | 2 646                      | 769                     | 10 314         |
| Temporairement sans adresse <sup>2</sup> | 1 452                            | 1                       | -                          | -                       | 1 453          |
| En hébergement                           | 3 709                            | -                       | -                          | -                       | 3 709          |
| <b>TOTAL</b>                             | <b>255 806</b>                   | <b>18 793</b>           | <b>50 071</b>              | <b>22 732</b>           | <b>347 402</b> |

1. Inclut les conjoints d'étudiants.

2. Désigne les personnes qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.

**SOURCE :** Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique  
9 mai 2005

**VALIDATION :** Direction générale des politiques – 10 mai 2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF02d et j

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :

- d) Nombre d'enfants (moins de dix-huit ans) vivant au sein d'un ménage prestataire du programme d'assistance-emploi, selon qu'ils fréquentent l'école primaire, l'école secondaire, le CÉGEP, l'université, ou qu'ils ne fréquentent pas l'école.
- j) Nombre d'enfants handicapés vivant au sein d'un ménage bénéficiaire de la sécurité du revenu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

| DESCRIPTION            | Nombre d'enfants<br>de moins de 18 ans |
|------------------------|--|
|                        | Janvier 2005                           |
| Âge préscolaire        | 48 048                                 |
| Études primaires       | 42 663                                 |
| Études secondaires     | 25 940                                 |
| Études postsecondaires | 433                                    |
| Sans occupation        | 2 896                                  |
| TOTAL                  | 119 980                                |
| Handicapé              | 1 445                                  |

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique –9 mai 2005

VALIDATION : Direction générale des politiques – 10 mai 2005

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF02e

#### Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :

- e) Nombre d'adultes de 18 ans et plus qui reçoivent une contribution parentale ou devraient en recevoir une.

#### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En janvier 2005, le nombre d'adultes de 18 ans et plus soumis à la contribution parentale était de 2 463 dont 1 234 sans diminution de prestation et 1 229 avec diminution de prestation.

**SOURCE:** Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique  
6 mai 2005

**VALIDATION :** Direction générale des politiques – 12 mai 2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF02f

### Titre

État de la situation du Programme d'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :

- f) Économies que ces contributions parentales représentent pour le régime de sécurité du revenu.

### E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

Depuis l'instauration de la contribution parentale en 1989, un adulte prestataire qui ne répond pas à certains critères d'indépendance fixés par la Loi est réputé recevoir une contribution financière de ses parents. Le Règlement établit à partir de quel niveau de revenus des parents une contribution doit être imputée et quel est le montant de cette contribution.

Les économies générées par la contribution parentale sont estimées à **14,4 M\$**. Ces économies proviennent de la réduction de la prestation des adultes qui y sont soumis (**2,6 M\$**) et de la baisse du taux d'assistance des jeunes adultes qui est générée par la contribution parentale (**11,8 M\$**).

**SOURCE :** Direction des politiques de sécurité du revenu – 12 mai 2005  
**VALIDATION :** Direction générale des politiques – 12 mai 2005

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF2g

### T itre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :

g) nombre de dossiers en subrogation qui attendent d'être traités par le ministre et évaluation des coûts des paiements rétroactifs qui devront être versés aux prestataires ou aux parents des prestataires, en raison de la contribution parentale.

### E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère n'exerce jamais son recours lorsque les parents refusent de contribuer pour leur enfant ou lorsque les parents sont introuvables. Le Ministère paie toujours la pleine prestation à l'enfant dans ces cas-là. La contribution des parents est donc toujours volontaire.

**SOURCE :** Centre de recouvrement – 2005-04-29

**VALIDATION :** Direction générale des services à la gestion – 2005-04-29



## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF02h et i

### Titre

État de la situation du Programme d'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :

- h) Nombre de familles monoparentales avec des enfants de moins de 12 ans qui reçoivent une pension alimentaire;
- i) Économies que ces pensions alimentaires représentent pour le régime de sécurité du revenu.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En janvier 2005, 8 159 familles monoparentales prestataires avec enfants de moins de 12 ans déclarent recevoir une pension alimentaire.

Le total annuel des revenus de pensions alimentaires **reçus** par ces familles monoparentales est estimé à 24,3 M\$ et est calculé en tenant compte d'un montant mensuel moyen de pension alimentaire de 248 \$.

En outre, le revenu de pension alimentaire est exclu jusqu'à concurrence de 100 \$ par mois et l'exclusion est accordée à toutes les familles tant biparentales que monoparentales **ayant un enfant de moins de cinq ans**. Le coût de cette exclusion, pour les familles monoparentales seulement qui reçoivent une pension alimentaire, est estimé à 5,6 M\$. Les familles monoparentales représentaient, en décembre 2004, 94,5 % de toutes les familles visées par la mesure. On estime que les pensions alimentaires chez les familles monoparentales avec enfants de moins de 12 ans engendrent une économie de 18,7 M\$.

**SOURCE :** Direction des politiques de sécurité du revenu – 12 mai 2005  
**VALIDATION :** Direction générale des politiques – 12 mai 2005

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF02k

### Titre

État de la situation du Programme de l'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :

- k) Évolution mensuelle de la répartition des adultes non disponibles selon les critères suivants :
- i. État de santé;
  - ii. État de grossesse;
  - iii. Garde d'enfants d'âge préscolaire ou la garde d'enfants handicapés;
  - iv. Critère de 55 ans;
  - v. Partage du logement avec une personne qui requiert des soins constants;
  - vi. Attente de traitement d'une demande d'admission au Programme de soutien financier.

### MOTIFS POUR CONTRAINTE TEMPORAIRE

| Mois et année | État de santé | État de grossesse | Enfants à charge <sup>1</sup> | Critère de 55 ans | Attente décision contraintes sévères <sup>2</sup> | Prend soin d'une personne <sup>3</sup> | Autres <sup>4</sup> | TOTAL   |
|---------------|---------------|-------------------|-------------------------------|-------------------|---|--|---------------------|---------|
| <b>2004</b>   |               |                   |                               |                   |   |  |                     |         |
| Avril         | 17 084        | 1 631             | 33 367                        | 47 938            | 464   | 2 468                                  | 134                 | 103 086 |
| Mai           | 16 782        | 1 677             | 33 576                        | 48 002            | 429   | 2 481                                  | 156                 | 103 103 |
| Juin          | 16 405        | 1 694             | 33 685                        | 47 977            | 437   | 2 461                                  | 149                 | 102 808 |
| Juillet       | 16 099        | 1 695             | 33 975                        | 47 844            | 448   | 2 455                                  | 140                 | 102 656 |
| Août          | 15 862        | 1 648             | 34 325                        | 47 814            | 398   | 2 453                                  | 149                 | 102 649 |
| Septembre     | 15 851        | 1 557             | 34 190                        | 47 755            | 363   | 2 427                                  | 158                 | 102 301 |
| Octobre       | 15 904        | 1 581             | 29 856                        | 47 775            | 409   | 2 442                                  | 165                 | 98 132  |
| Novembre      | 16 271        | 1 538             | 30 116                        | 47 827            | 394   | 2 437                                  | 160                 | 98 743  |
| Décembre      | 16 738        | 1 558             | 30 279                        | 47 862            | 403   | 2 468                                  | 137                 | 99 445  |
| <b>2005</b>   |               |                   |                               |                   |   |  |                     |         |
| Janvier       | 16 457        | 1 620             | 30 610                        | 47 994            | 391   | 2 482                                  | 125                 | 99 679  |

1. Comprend les adultes qui ont la garde d'enfants d'âge préscolaire ou la garde d'enfants handicapés.

2. Attente de traitement d'une demande pour obtenir l'allocation pour contraintes sévères à l'emploi.

3. Partage du logement avec une personne que requiert des soins constants.

4. Comprend principalement que des adultes réfugiés dans des maisons d'hébergement pour victime de violence.

**SOURCE :** Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique,  
9 mai 2005

**VALIDATION :** Direction générale des politiques – 11 mai 2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF021

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :

- 1) Nombre de ménages déclarant des revenus, selon les catégories de barèmes et le revenu moyen déclaré.

| SELON LE TYPE<br>D'ALLOCATION        | REVENUS COMPTABILISABLES <sup>1</sup> |                                 |
|--------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------|
|                                      | Janvier 2005                          |                                 |
|                                      | Nombre de<br>ménages                  | Revenu<br>comptabilisable moyen |
| De base seulement <sup>2</sup>       | 15 008                                | 229,07 \$                       |
| Contraintes temporaires <sup>3</sup> | 23 612                                | 226,98 \$                       |
| Contraintes sévères <sup>4</sup>     | 23 105                                | 373,65 \$                       |
| Mixte sévère <sup>5</sup>            | 3 767                                 | 511,86 \$                       |
| Mixte temporaire <sup>6</sup>        | 2 343                                 | 323,63 \$                       |
| De base hébergé <sup>7</sup>         | 212                                   | 49,90 \$                        |
| TOTAL                                | 68 047                                | 295,79 \$                       |

- 1. Les revenus comptabilisables sont tous les revenus de travail et les revenus provenant d'autres sources (assurance-emploi, RRQ, CSST, pensions alimentaires, etc.) ayant un impact sur le montant de la prestation d'assistance-emploi. La partie comptabilisée des revenus déclarés (revenu comptabilisable) est celle qui dépasse les exemptions permises (dans le cas des revenus de travail, des pensions alimentaires et des allocations d'aide à l'emploi), diminuant d'autant le montant de l'aide financière accordée.
- 2. Montant de base applicable à l'adulte seul ou au couple ne présentant aucune contrainte à l'emploi.
- 3. Allocation versée à un adulte seul présentant une contrainte temporaire à l'emploi. Dans le cas de ménages avec deux adultes, seulement un des adultes présente une contrainte temporaire, l'autre adulte étant sans contraintes à l'emploi.
- 4. Allocation versée à un adulte seul présentant une contrainte sévère à l'emploi. Dans le cas de ménages avec deux adultes, seulement un des adultes présente une contrainte sévère, l'autre adulte étant sans contraintes à l'emploi.
- 5. Allocation versée à un ménage composé de deux adultes lorsqu'au moins un des adultes présente des contraintes sévères et l'autre présente une contrainte temporaire ou sévère à l'emploi.
- 6. Allocation versée à un ménage composé de deux adultes lorsque les deux adultes présentent des contraintes temporaires à l'emploi.
- 7. Montant de base applicable à l'adulte hébergé admis dans un centre d'hébergement, d'accueil, hospitalier ou de réadaptation, de même qu'à un ex-détenu logé dans un établissement reconnu en vue de sa réinsertion sociale.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF02m

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :

m) Nombre de ménages déclarant des biens, selon le genre de biens et la valeur moyenne des biens déclarés.

| TYPES DE BIENS                                | BIENS DÉCLARÉS <sup>1</sup> |                |
|---|-----------------------------|----------------|
|   | Janvier 2005                |                |
|   | Nombre de ménages           | Valeur moyenne |
| Avoir liquide                                 | 251 826                     | 724,87 \$      |
| Biens mobiliers                               | 83 411                      | 1 702,93 \$    |
| Biens immobiliers                             | 20 825                      | 41 685,76 \$   |
| Biens immobiliers pour travailleurs autonomes | 2 570                       | 7 001,86 \$    |
| Dette hypothécaire                            | 9 172                       | 27 700,34 \$   |
| Autres <sup>2</sup>                           | 6 678                       | 29 013,92 \$   |

1. Les prestataires détenteurs d'un ou de plusieurs biens sont dénombrés lorsque la valeur des biens est supérieure à 1 \$.
2. Comprend les bénéfices payables au décès (incluant l'assurance-vie payable à la succession), les subventions ou emprunts pour réparations de la résidence ou pour le démarrage d'une entreprise, les indemnités versées pour sinistre ou expropriation, le capital provenant de la vente d'une résidence, la valeur résiduelle des biens et avoirs liquides cédés, les sommes dont l'enfant est propriétaire, etc.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique,  
9 mai 2005

VALIDATION : Direction générale des politiques – 11 mai 2005

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

14

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF2N

### Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2004-2005 avec :

Nombre de ménages ayant reçu des prestations en trop, en indiquant le montant moyen du trop-perçu et la raison de celui-ci y compris l'erreur administrative et l'aide conditionnelle.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

#### Prestations versées en trop

L'assistance-emploi doit être remboursée lorsqu'elle a été accordée en trop ou lorsqu'elle a été versée en attente de la réalisation d'un droit (aide conditionnelle) et que ce droit a été réalisé.

Règle générale, les sommes versées en trop à la suite d'une erreur administrative ne font pas l'objet d'une réclamation.

La nature des réclamations et les montants correspondants pour l'année financière 2004-2005 sont :

- Aide reçue à la suite de fausses déclarations, principalement liées à la vie maritale non déclarée et aux revenus non déclarés:

| <u>Nombre de réclamations</u> | <u>Montant total</u> | <u>Montant Moyen</u> |
|-------------------------------|----------------------|----------------------|
| 19 650                        | 59,2 M\$             | 3 010 \$             |

- Aide reçue sans droit :

| <u>Nombre de réclamations</u> | <u>Montant total</u> | <u>Montant Moyen</u> |
|-------------------------------|----------------------|----------------------|
| 112 426                       | 34,0 M\$             | 302 \$               |

- Aide conditionnelle remboursable à la suite de la réalisation d'un droit :

|                                | <u>Nombre de réclamations</u> | <u>Montant total</u> | <u>Montant Moyen</u> |
|--------------------------------|-------------------------------|----------------------|----------------------|
| Excluant la NAF <sup>(1)</sup> | 28 559                        | 42,1 M\$             | 1 473 \$             |
| Relatif à la NAF               | 18 949 <sup>(2)</sup>         | 6,1 M\$              | 322 \$               |
| <b>Total</b>                   | <b>47 508</b>                 | <b>48,2 M\$</b>      | <b>1 014 \$</b>      |

(1) NAF : Nouvelle allocation familiale payée par la RRQ

(2) Nombre estimé

**SOURCE :** Direction de la conformité et de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle  
9 mai 2005

Responsable : Jocelyn Villeneuve

**VALIDATION :**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF20

|  |
|--|
| Titre  |
| Nombre de révisions et d'appels selon le motif et la décision. |

|  |                    | Décisions rendues par les bureaux de révision |
|--|--------------------|---|
|  |                    | 2004-2005                                     |
| Motifs   | Décisions Rendues* | Décisions Accueillies**                       |
| Recouvrement                                     | 8 634              | 2 055   |
| Revenus, gains, avantages, pensions alimentaires | 4 133              | 893   |
| Statut   | 3 852              | 797   |
| Obligations                                      | 2 310              | 601   |
| Avoir liquide                                    | 1 152              | 320   |
| Prestations spéciales                            | 861                | 164   |
| Partage de logement                              | 379                | 61  |
| Versement de l'aide                              | 661                | 83  |
| Biens  | 589                | 167   |
| Hors délai                                       | 421                | 26  |
| Garant défaillant                                | 336                | 49  |
| Prestations de base                              | 337                | 26  |
| Contribution parentale                           | 286                | 51  |
| APPORT   | 61                 | 5   |
| Non recevables                                   | 275                |   |
| TOTAL  | 24 012             | 5 306   |
| Proportion des décisions accueillies             |                    | 22 %  |

\* Décisions rendues    Nombre de dossiers traités en révision à la demande de la clientèle.

\*\*Décisions accueillies    Nombre de décisions favorables à la clientèle rendues par l'agent réviseur.

Titre

Nombre de révisions et d'appels selon le motif et la décision.

|                             | Décisions rendues par<br>le Tribunal administratif du Québec (TAQ) |
|-----------------------------|--|
|                             | 2004-2005  |
| Recours finalisés           | 2 878*   |
| Règlements hors cour        | 1 149  |
| Recours rejetés             | 606  |
| Recours accueillis          | 365  |
| Désistements                | 441  |
| Acquiescements du Ministère | 209  |

\* Incluant les recours irrecevables (54).

Période de référence : du 25 mars 2004 au 22 mars 2005.

SOURCE : Direction de la révision et de la représentation au TAQ, le 12 mai 2005  
VALIDATION : DGPSC, BSMA, le 13 mai 2005

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF02p

|   |
|---|
| <b>T itre</b>   |
| État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :   |
| Nombre de personnes ayant demandé de l'aide en raison d'un dénuement total, en spécifiant le motif de la demande, le montant moyen de l'aide accordée et le motif de la décision. |

|   |
|---|
| <b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b> |
| <b>Données générales pour 2004-2005</b>       |

En ce qui a trait aux données pour 2004-2005, le nombre total de demandes reçues a été de 872. De ce nombre, il y eut :

- 400 demandes acceptées;
- 448 demandes refusées;
- 24 désistements.

L'aide totale accordée fut de 459 854 \$, répartie en aide remboursable et en aide gratuite :

- Aide remboursable : 274 175 \$
- Aide gratuite : 185 679 \$

Le montant moyen d'aide versée s'établit quant à lui à 1 150 \$.

|                                       |
|---------------------------------------|
| <b>Faits saillants pour 2004-2005</b> |
|---------------------------------------|

| <b>Motifs invoqués pour l'obtention de prestations en vertu de l'article 16 :</b>   | <b>Nombre de demandes acceptées</b> | <b>Montant par catégorie</b> | <b>Répartition par catégorie</b> | <b>Montant moyen accordé</b> |
|---|-------------------------------------|------------------------------|----------------------------------|------------------------------|
| Ces personnes seules ou ces familles étaient inadmissibles selon les règles régulières d'attribution d'une aide de dernier recours en raison de : | 2004-2005                           | 2004-2005 (\$)               | 2004-2005 (%) *                  | 2004-2005 (\$)               |
| Composition familiale   | 20                                  | 7 704                        | 1,7                              | 385                          |
| Contribution parentale  | 0                                   | ---                          | ---                              | ---                          |
| Bien ou avoir liquide cédé  | 74                                  | 105 119                      | 22,9                             | 1 421                        |
| Étudiant (statut, conjoint)   | 3                                   | 5 073                        | 1,1                              | 1 691                        |
| Excédent de biens   | 83                                  | 120 707                      | 26,2                             | 1 454                        |
| Grève ou lock-out   | 0                                   | ---                          | ---                              | ---                          |
| Perte d'argent  | 27                                  | 11 378                       | 2,5                              | 421                          |
| Personne seule mineure  | 0                                   | ---                          | ---                              | ---                          |
| Prestation spéciale   | 86                                  | 56 375                       | 12,3                             | 656                          |
| Revenu (incluant : antériorité du déficit, saisie, etc.)  | 49                                  | 44 389                       | 9,7                              | 906                          |
| Refus de faire valoir un droit  | 2                                   | 1 902                        | 0,4                              | 951                          |
| Sans statut légal   | 40                                  | 96 622                       | 21,0                             | 2 416                        |
| Travailleur autonome  | 16                                  | 10 585                       | 2,2                              | 662                          |
| Carnet de réclamation   | 0                                   | ---                          | ---                              | ---                          |
| <b>TOTAL</b>  | <b>400</b>                          | <b>459 854</b>               | <b>100,0%</b>                    | <b>1 150</b>                 |

\* Pourcentage du montant total accordé.

**SOURCE :** Développement des applications, Sécurité du revenu, Linda Laforte  
20 avril 2005

**VALIDATION :**



DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF02q

Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :

q) Nombre de personnes ayant bénéficié d'une aide complémentaire à l'assurance-emploi.

| COMPOSITION<br>FAMILIALE | REVENUS D'ASSURANCE-EMPLOI <sup>1</sup> |
|--------------------------|---|
|                          | Janvier 2005                            |
|                          | Nombre d'adultes                        |
| Personnes seules         | 1 262                                   |
| Couples sans enfants     | 290                                     |
| Familles monoparentales  | 338                                     |
| Couples avec enfants     | 430                                     |
| TOTAL                    | 2 320                                   |

1. Correspond à tout montant déclaré supérieur à 2 \$.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique -  
9 mai 2005  
VALIDATION : Direction générale des politiques – 11 mai 2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF02r

**Titre**

État de la situation du programme de l'assurance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :

r) Ventilation détaillée des impacts pour le Québec des bonifications annoncées à l'assurance-emploi sur le régime de la Sécurité du revenu.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Depuis le 31 décembre 2000, le gouvernement du Canada a prolongé la durée des prestations parentales de l'assurance-emploi (de six mois à un an), donnant ainsi aux parents qui le désirent la possibilité de passer plus de temps avec leurs jeunes enfants pendant la première année de leur vie. Le nombre d'heures requis pour être admissible aux prestations de maternité, parentales et de maladie dans le cas des pêcheurs qui ne sont pas travailleurs indépendants est passé de 700 à 600 heures.

De plus, le 2 février 2001, l'honorable Jane Stewart, ministre de Développement des ressources humaines Canada, a présenté le projet de loi C-2 visant à modifier la *Loi sur l'assurance-emploi*. Les modifications projetées visent à :

- supprimer la règle de l'intensité; cette règle de l'intensité a été adoptée dans le but de dissuader les gens de recourir de façon répétée à l'assurance-emploi, en réduisant le taux de prestation des prestataires fréquents; le taux de prestation de 55 % est diminué de 1 % pour chaque tranche de 20 semaines de prestations reçues au cours des 5 dernières années, sans toutefois être inférieur à 50 %;
- remanier la clause de remboursement des prestations (récupération);
- modifier les règles visant les parents qui réintègrent la population active; la condition d'admissibilité de 910 heures pour les personnes qui arrivent ou qui reviennent sur le marché du travail ne s'appliquera plus dans le cas des parents qui se sont absentés du marché du travail pendant un an ou plus pour élever leurs enfants;
- continuer de contrôler et d'évaluer les répercussions du régime d'assurance-emploi jusqu'en 2006;
- permettre au gouverneur en conseil d'établir le taux de cotisation minimal pour deux ans;
- maintenir le maximum de la rémunération assurable (MRA) à 39 000 \$;
- harmoniser le Règlement sur l'assurance-emploi (pêche) avec les prestations de maternité, parentales et de maladie bonifiées.

Ce projet de loi a été sanctionné le 10 mai 2001. L'élimination de la règle d'intensité et les nouvelles règles visant les parents ont eu un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> octobre 2000. Le remaniement de la modalité de remboursement des prestations a eu un effet rétroactif à l'année d'imposition 2000. L'harmonisation du Règlement sur l'assurance-emploi (pêche) a eu un effet rétroactif au 31 décembre 2000.

Par la suite, le 15 août 2001, le Règlement sur l'assurance-emploi a été modifié en ce qui concerne les gains non déclarés. Auparavant, le remboursement des prestations exigé en cas de rémunération non déclarée était calculé sur toute la période d'emploi du prestataire pendant laquelle il touchait des prestations d'assurance-emploi. En conséquence, le prestataire devait parfois rembourser des prestations, même pour des semaines où il avait déclaré ses gains correctement. Pour corriger la situation, la modification permettra d'appliquer les gains seulement aux semaines où ils ont réellement été gagnés.

Le 18 novembre 2001, le Règlement sur l'assurance-emploi a été de nouveau modifié de telle sorte que les prestataires d'assurance-emploi pourront exclure les semaines à faible rémunération de moins de 150 \$ du calcul de leurs prestations (ce montant a été haussé à 225 \$ en juin 2003). Cette modification a été faite afin d'encourager les travailleurs à accepter tout emploi disponible.

Depuis le 21 juillet 2002, les apprentis, inscrits à des programmes de formation agréés, n'ont à observer qu'un délai de carence de deux semaines pour un même apprentissage quand ils font une demande de prestation d'assurance-emploi.

Le budget fédéral du 18 février 2003 prévoit six semaines de prestation pour soins prodigués par compassion en vue de prendre soin d'un parent, d'un enfant ou d'un conjoint gravement malade ou mourant. Cette mesure est entrée en vigueur le 4 janvier 2004.

Depuis juin 2004, dans le cadre d'un projet-pilote de deux ans, le nombre de semaines de prestations auquel a droit un prestataire est haussé de cinq dans toutes les régions dont le taux de chômage excède 10 %, sous réserve que le total des semaines de prestations ne dépasse pas 45.

Le 23 février 2005, l'honorable Lucienne Robillard, ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences, a annoncé trois projets-pilotes qui se dérouleront dans des régions où le taux de chômage est élevé (10 % ou plus) et viseront à déterminer l'incidence des mesures suivantes sur le marché du travail :

- Permettre aux personnes qui entrent sur le marché du travail, ou qui y reviennent après une absence prolongée, de toucher des prestations d'assurance-emploi après 840 heures de travail (plutôt que 910) lorsque les prestations sont liées à des programmes d'emploi de l'assurance-emploi.
- Calculer le montant des prestations d'assurance-emploi en fonction des revenus des « 14 meilleures semaines » au cours des 52 semaines précédant une demande de prestations. Pour les personnes qui travaillent de façon intermittente, les prestations d'assurance-emploi traduiront ainsi plus fidèlement le fait d'occuper un emploi à plein temps.
- Augmenter le seuil de revenus pendant une période de prestations pour permettre aux gens de retirer le plus élevé des deux montants suivants, soit 75 \$ ou 40 % des prestations, de façon à les encourager à occuper un emploi sans diminution de leurs prestations.

#### **Impact sur la clientèle et les coûts :**

Pour ce qui est des modifications prévues dans le projet de loi C-2, seule celle touchant l'élimination de la règle de l'intensité affectera la clientèle du régime de la sécurité du revenu. En éliminant la règle d'intensité, le taux de prestation est donc rétabli à 55 % pour l'ensemble des prestataires et celui de la récupération fiscale ne tiendra plus compte de la fréquence des demandes antérieures. En supposant une augmentation des prestations d'assurance-emploi de 5 % en moyenne en raison de l'élimination de cette clause<sup>1</sup>, la baisse des prestations d'assistance-emploi serait de près de 400 000 \$ annuellement pour l'ensemble des ménages et il y aurait près de 100 ménages qui (pour un mois donné) ne seraient plus admissibles à l'assistance-emploi.

Les projets-pilotes, annoncés en juin 2004 et février 2005, et qui visent les régions Centre-du-Québec, Chicoutimi-Jonquière, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Bas Saint-Laurent/Côte-Nord, Nord-Ouest du Québec et Trois-Rivières, pourraient affecter la clientèle de la sécurité du revenu. Les cinq semaines supplémentaires prévues dans le cadre du projet pilote de 2004 pourraient avoir pour effet, d'une part, de diminuer les demandes d'admission à l'assistance-emploi à la suite de la fin des prestations d'assurance-emploi et d'autre part, de diminuer le montant des prestations d'assistance-emploi versé en supplément au cours de ces cinq semaines. Quant au projet-pilote de 2005, les effets sur la clientèle pourraient être similaires.

Il est bon de noter qu'au cours de 2004, il y avait en moyenne quelque 2 463 ménages mensuellement qui recevaient à la fois des prestations d'assurance-emploi et d'assistance-emploi.

<sup>1</sup> La hausse véritable variera entre 0 et 10 %.

**SOURCE :** Direction des politiques de sécurité du revenu – 9 mai 2005

**VALIDATION :** Direction générale des politiques – 10 mai 2005

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF02s

### Titre :

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :  
s) Liste et coûts des besoins spéciaux, y compris l'assurance médicaments, pour 2004-2005.

### À noter :

L'assurance médicaments ne fait plus partie des besoins spéciaux couverts par l'assistance-emploi et relève maintenant du MSSS

### Coût des prestations spéciales (en 000 \$)

2004-2005  
(dépenses probables)

#### I. Prestations spéciales pour préserver la santé

|   |                 |
|---|-----------------|
| A. Préparations lactées   | 1 485,1         |
| B. Biens et services administrés par le MESS  |                 |
| - Lunettes et lentilles   | 4 769,1         |
| - Chaussures orthopédiques et orthèses plantaires   | 2 059,0         |
| - Prothèses, orthèses et accessoires prescrits  | 10 572,3        |
| - Suppléments<br>(suppléments mensuels pour diabète, hémodialyse, grossesse, allaitement,<br>paraplégie et stomie temporaire) | 8 855,9         |
| - Transports pour fins médicales  | 31 771,7        |
| - Autres  | 748,2           |
| Sous-total B  | 58 776,2        |
| <b>Sous-total de la partie I</b>  | <b>60 261,3</b> |

#### II. Prestations spéciales relatives à la compensation de certaines pertes ou en considération de situations particulières

|   |                 |
|---|-----------------|
| - Rechercher ou postuler un emploi ou retourner dans son milieu d'origine | 11,5            |
| - Enfant à charge fréquentant l'école                                     | 8 175,8         |
| - Frais funéraires  | 2 142,3         |
| - Compenser les pertes lors d'un incendie ou d'un sinistre                | 680,4           |
| - Compenser les effets d'une séparation                                   | 68,8            |
| - Aide au logement (en dénuement)   | 7 443,6         |
| - Loyer pour une personne seule hébergée                                  | 12,1            |
| <b>Sous-total de la partie II</b>   | <b>18 534,5</b> |

#### III. Prestations spéciales pour le développement de l'employabilité

Le transfert, vers Emploi-Québec, des responsabilités en matière de développement de l'employabilité et des budgets qui y sont liés a été complété en 1999-2000.

|              |                 |
|--------------|-----------------|
| <b>TOTAL</b> | <b>78 795,8</b> |
|--------------|-----------------|

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 9 mai 2005

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 12 mai 2005

Direction générale des politiques – 11 mai 2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Fiche : RPAF02t

### T itre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :

t) Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec.

### E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

#### Nombre de prestataires référés aux mesures actives d'Emploi-Québec ainsi que les délais de référence :

Du 1<sup>er</sup> avril 2004 au 1<sup>er</sup> avril 2005 , 58 477 prestataires de l'assistance-emploi ont été référés à Emploi-Québec par la Sécurité du revenu.

Pour la période du 26 février 2005 au 1<sup>er</sup> avril 2005, le délai de référence des prestataires de la Sécurité du revenu vers Emploi-Québec, au dépôt de la demande, était de 0,5 jours.

#### SOURCE :

Direction générale de la recherche, de l'évaluation et de la statistique –  
10 mai 2005

#### COLLABORATION :

Direction de l'administration et de l'information de gestion (DAIG) –  
10 mai 2005

#### VALIDATION :

Direction générale des politiques – 10 mai 2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF02u

**T itre**

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :

- u) Nombre de prestataires admissibles à une rente d'invalidité de la Régie des rentes du Québec et l'économie générée en 2004-2005.

**E xposé et statistiques (s'il y a lieu)**

La *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale* prévoit à l'article 41 que le prestataire doit exercer ses droits ou se prévaloir des avantages dont il peut bénéficier en vertu d'une autre loi si la réalisation de ces droits et avantages a un effet sur son admissibilité à un programme ou réduit ses prestations.

Cette obligation, qui a toujours fait partie du régime québécois de sécurité du revenu puisqu'on la retrouve à l'article 12 de l'ancienne *Loi de l'aide sociale* ainsi qu'à l'article 30 de l'ancienne *Loi sur la sécurité du revenu*, oblige les personnes admissibles à une rente d'invalidité de demander celle-ci à la Régie des rentes du Québec.

En janvier 2005, ils étaient 9 393 ménages prestataires à recevoir une rente moyenne de 620 \$. L'économie annuelle générée par la comptabilisation de ce revenu peut donc s'estimer à 69,9 M\$ en 2004-2005.

**SOURCE :** Direction des politiques de sécurité du revenu – 11 mai 2005  
**VALIDATION :** Direction générale des politiques – 11 mai 2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF02v

### T itre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :

- v) Nombre de prestataires admissibles à une rente de retraite et l'économie générée en 2004-2005.

### E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

La *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale* prévoit à l'article 41 que l'adulte seul ou les membres de la famille doivent exercer leurs droits ou se prévaloir des avantages dont ils peuvent bénéficier en vertu d'une autre loi lorsque la réalisation de ces droits et avantages aurait un effet sur l'admissibilité de l'adulte ou de la famille au programme ou réduirait leur prestation.

Cette obligation a toujours fait partie du régime québécois de sécurité du revenu puisqu'on la retrouve dans l'article 12 de l'ancienne *Loi de l'aide sociale* ainsi que dans l'article 30 de l'ancienne *Loi sur la sécurité du revenu*.

En janvier 2005, 25 619 ménages prestataires recevaient une rente de retraite moyenne de 162 \$. On peut donc estimer l'économie générée par cette mesure à 49,8 M\$ en 2004-2005.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

25

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF02w

### Titre

État de la situation du programme de l'assistance-emploi en 2004-2005 et 2005-2006 avec :

- w) Bilan du budget et des dépenses pour le programme Allocation-logement et nombre de ménages qui en ont bénéficié pour l'année 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.

### E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Cette mesure a été adoptée par le Conseil des ministres, en octobre 1997, lors de la mise en application du Programme allocation-logement, sous la responsabilité de la Société d'habitation du Québec (SHQ) et dont la gestion relève du ministère du Revenu du Québec (MRQ). Cette mesure s'adresse aux familles qui devaient subir des pertes financières, étant donné les critères du programme de la SHQ.
- La prestation spéciale d'aide au logement du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) s'adresse aux familles prestataires de la sécurité du revenu ayant des enfants mineurs et/ou majeurs aux études à temps plein.
- Cette prestation permet au MESS de soutenir de façon complémentaire et temporaire les familles démunies attendant la révision par le MRQ, au mois d'octobre de chaque année, de leur demande ou de leur adhésion au programme.
- Précisons que la clause de dénuement est versée pour deux raisons; la première résulte du fait que le programme de la SHQ est administré sur une base annuelle et que les prestations de la sécurité du revenu le sont sur une base mensuelle, le tout conformément à l'esprit de la Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale. Comme le programme de la SHQ est moins souple pour s'ajuster rapidement aux changements de situation qui se produisent en cours d'année, à l'exception de quelques-uns (ex. : séparation, naissance d'un premier enfant...), le MESS couvre toutes les autres situations qui peuvent amener une révision à la hausse de l'allocation-logement en cours d'année, au moyen de cette clause dite de dénuement.
- Le MESS verse donc aux prestataires de l'assistance-emploi la différence entre l'aide réellement reçue et celle à laquelle ils auraient droit si l'aide était mensuelle, sous forme d'aide gratuite, en attendant la révision annuelle du MRQ.
- Deuxièmement, le MESS verse sous forme d'aide remboursable une aide au logement aux prestataires qui déposent une nouvelle demande au MESSF et qui doivent faire valoir leur droit au Programme allocation-logement de la SHQ.

Cette année, le MESS versera 7,4 M\$ en prestations aux familles admises à la clause de dénuement.

| Année     | Nombre de ménages | Dépenses (M\$) |
|-----------|-------------------|----------------|
| 2004-2005 | 13 535            | 7,4 M\$        |

**SOURCE :** Direction des politiques de sécurité du revenu – 9 mai 2005

**VALIDATION :** Direction générale des politiques – 10 mai 2005

Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 12 mai 2005



## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF3

### T itre

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi.

### E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2004-2005, 6 074 personnes ont déposé une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi.

**SOURCE :** Information de gestion, Sécurité du revenu, Marcel Rancourt, 9 mai 2005  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:**

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF4

### Titre

Nombre de personnes ayant déposé une demande pour être reconnues comme ayant des contraintes sévères à l'emploi dont la demande a été refusée.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2004-2005, sur les 14358 demandes soumises, en évaluation, pour la reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi (CSE), 8556 demandes ont été refusées, soit dans une proportion de 59,59%. Ces données ne tiennent pas compte de l'instance de révision ni du Tribunal administratif du Québec.

Les critères d'admissibilité à l'allocation CSE sont prescrits à l'article 25 de la *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la Solidarité sociale* : « La prestation de base est augmentée d'une allocation pour contraintes sévères à l'emploi, dont le montant est prévu par règlement, lorsque l'adulte seul ou un membre de la famille démontre, par la production d'un rapport médical, que son état physique ou mental est, de façon significative, déficient ou altéré pour une durée vraisemblablement permanente ou indéfinie et que, pour cette raison et compte tenu de ses caractéristiques socioprofessionnelles, il présente des contraintes sévères à l'emploi ». Deux volets distincts doivent donc être considérés, soit le volet médical et le volet socioprofessionnel.

Il appartient aux personnes qui soumettent une demande de reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi (CSE) de prouver leur admissibilité. Ainsi, dans une proportion importante des refus, les demandeurs n'ont point réussi à rencontrer les exigences liées au premier volet médical qu'est la démonstration d'un **état physique ou mental déficient ou altéré de façon significative pour une durée vraisemblablement permanente ou indéfinie**. Dans la majorité de ces cas, il y a absence de preuve médicale objective attestant d'une altération ou d'une déficience significative entraînant des limitations fonctionnelles très importantes. Par exemple, un diagnostic dont la gravité de l'état est léger ou la présence de limitations fonctionnelles légères ne pourra, de manière générale, conduire à l'acceptation CSE. De surcroît, certains demandeurs sont refusés car, nonobstant que leur état soit sévère, l'altération ou la déficience n'est pas d'une durée vraisemblablement permanente ou indéfinie telle qu'exigée par la loi. Par exemple, il peut s'agir notamment d'une inaptitude temporaire, ou d'une condition médicale pour laquelle le pronostic n'est pas encore établi au moment de la demande, d'un dossier pour lesquels des investigations sont en cours ou prévues. Quoique bon nombre des demandeurs présentent des limites liées à leur état de santé, certaines catégories d'emploi demeurent compatibles avec leurs limites, car l'existence de limitations fonctionnelles n'est pas nécessairement synonyme d'inaptitude au travail.

En ce qui concerne les demandeurs qui franchissent avec succès la première étape de la preuve médicale et qui sont refusés à l'allocation CSE, leur non admissibilité découle du fait qu'ils n'ont pu satisfaire au second volet prévu à l'article 25 de la *Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale* ... « **et que, pour cette raison et compte tenu de ses caractéristiques socioprofessionnelles, il présente des contraintes à l'emploi** ». Ils ont donc failli à prouver que leur profil socioprofessionnel, à savoir des facteurs tels que l'âge, l'expérience sur le marché du travail, les acquis académiques, est à ce point défavorable qu'il s'avère pour eux impossible d'occuper un emploi même léger ou sédentaire.

Les demandes refusées en CSE l'ont donc été suite à des recommandations produites par un comité d'évaluation composé de deux experts : soit un médecin et un spécialiste socioprofessionnel, lesquels s'appuient sur les deux volets prévus par le législateur.

SOURCE :

DCEMS, Sécurité du revenu, 17 mai 2005

COLLABORATION :

VALIDATION:

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF05

### Titre

Nombre de personnes ayant fait une demande pour être reconnues comme étant prestataires avec des contraintes sévères à l'emploi, mais dont la demande a été refusée et dont la personne a gagné en appel.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2004-2005, sur les 14 358 demandes soumises, en évaluation, pour la reconnaissance de contraintes sévères à l'emploi (CSE), 8 556 demandes ont été refusées, soit dans une proportion de 59,59%.

2 719 demandes ont été soumises pour révision et 1 516 demandes ont été acceptées en faveur du client (55,8 %).

340 requêtes ont été soumises devant le Tribunal administratif du Québec (TAQ). De ce nombre, 90 ont été accueillies en faveur du client (26,5 %).

**SOURCE :** DRRTAQ – 18 mai 2005

**COLLABORATION :** SR, DCEMS; DGPSC, Service de révision médicale et socioprofessionnelle; Tribunal administratif du Québec

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF6

### Titre

Le nombre et le pourcentage de personnes qui sont touchées par les modifications réglementaires à la sécurité du revenu.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

**SOURCE :** Direction générale des politiques, Bureau de la sous-ministre adjointe – 10 mai 2005  
**VALIDATION :** Direction générale des politiques, Bureau de la sous-ministre adjointe – 10 mai 2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF07

### T itre

État de situation sur les mesures relatives à l'allaitement et aux préparations lactées pour nourrissons pour l'année 2004-2005.

### E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère accorde une prestation spéciale d'allaitement aux prestataires de l'assistance-emploi depuis plusieurs années. À l'origine, cette prestation était de 20 \$ par mois et était versée aux mères aussi longtemps qu'elles allaient leur bébé.

En décembre 1995, l'aide consentie aux prestataires pour nourrir leur nouveau-né a été révisée. Une mesure de soutien à l'achat des préparations lactées pour nourrissons a été offerte aux mères des bébés âgés de moins de six mois ainsi qu'à celles qui ont des enfants de moins d'un an souffrant d'intolérance au lait de vache, au lactose ou souffrant d'autres troubles spécifiques. De plus, la prestation spéciale d'allaitement a été haussée à 50 \$ et son versement a été limité aux mères de bébé de moins de 6 mois. Cette prestation spéciale représente un *encouragement* du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale à ce mode d'alimentation du nouveau-né.

En novembre 1998, des bonifications ont été apportées à ces deux prestations. La prestation spéciale d'allaitement a été prolongée de 6 mois. Elle peut ainsi être accordée aux mères qui allaitent jusqu'à ce que leur enfant atteigne 12 mois. De plus, l'offre de soutien à l'achat de préparations lactées régulières a été prolongée de 3 mois et peut donc être accordée jusqu'à ce que l'enfant soit âgé de 9 mois.

Depuis janvier 2001, la prestation spéciale pouvant être versée pour l'allaitement d'un enfant de moins de 12 mois est passée de 50 \$ à 55 \$ par mois, hausse justifiée par une indexation du montant versé depuis la dernière augmentation.

**SOURCE :** Direction des politiques de sécurité du revenu – 9 mai 2005

**VALIDATION :** Direction générale des politiques – 10 mai 2005

Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles (DGARBFM) – 12 mai 2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF08

**Titre :** Ventilation détaillée des montants accordés par le programme Prime au travail par région pour les groupes suivants :

- a) Personne vivant seule;
- b) couple sans enfants;
- c) famille monoparentale;
- d) famille biparentale;
- e) définition du concept « revenu d'emploi » pour le programme;
- f) définition du concept « lien d'emploi » pour le programme.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le Ministère du revenu répondra à cette question.

**SOURCE :** Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale - 10 mai 2005

**VALIDATION:** Direction générale des politiques – 11 mai 2005  
Direction du budget et des opérations financières -

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF9

|   |                    |
|---|--------------------|
| <b>Titre</b><br>Bilan détaillé des activités de conformité pour l'année 2004-2005 et de l'application éventuelle des pénalités administratives. |                    |
| <b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b>   |                    |
| <b>RÉSULTATS DES ACTIVITÉS DE CONFORMITÉ</b>  | <b>2004-2005</b>   |
| <b>Réalisées par les enquêteurs</b>   | <b>78,0 M\$</b>    |
| <b>Réalisées par les agents d'aide</b>  |                    |
| Comparaisons de fichiers  | 76,8 M\$ (11 mois) |
| Remises de chèques systématiques  | 10,0 M\$           |
| Remises de chèques ciblées par l'agent  | 33,8 M\$           |
| <b>Sous-total</b>   | <b>120,6 M\$</b>   |
| <b>TOTAL</b>  | <b>198,6 M\$</b>   |

**SOURCE :** Direction de la conformité et de l'évaluation médicale et socioprofessionnelle  
17 mai 2005  
Responsable : Jocelyn Villeneuve

## VALIDATION :

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF10

### Titre

Bilan et résultats du programme « Destination Emploi »

- a) nombre de participant(e)s par région;
- b) durée moyenne de participation;
- c) pourcentage de réussite;
- d) prévision de participation pour 2005-2006.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La stratégie de mise en mouvement « Destination Emploi » est remplacée depuis le 7 juillet 2003 par Place à l'emploi.

- a) b) c) d) Questions non pertinentes à l'Étude des crédits 2005-2006.

**SOURCE :** Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique  
10 mai 2005

**VALIDATION:** Direction générale des politiques – 11 mai 2005  
Emploi-Québec – BSMA – 12 mai



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

34

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF11

### Titre

Bilan et résultats du programme « Ma Place au Soleil » avec :

- a) Moyenne des frais (garderie, transport et matériel scolaire) remboursés par Emploi-Québec aux participantes de « Ma Place au Soleil »;
- b) Nombre de participant(es) par région;
- c) Durée moyenne de participation;
- d) Pourcentage de réussite.

### Exposé et statistiques

- a) **Moyenne des frais (garderie, transport et matériel scolaire) remboursés par EMPLOI QUÉBEC aux participantes de « Ma Place au Soleil » :**

Ce type de données n'est pas disponible.

- b) **Nombre de participations actives au 31 mars 2005, par région :**

| Région                | Participations actives | Région               | Participations actives |
|-----------------------|------------------------|----------------------|------------------------|
| Bas Saint-Laurent     | 7                      | Côte-Nord            | 40                     |
| Saguenay Lac/St-Jean  | 58                     | Nord-du-Québec       | 2                      |
| Capitale Nationale    | 131                    | Gaspésie-Iles        | 15                     |
| Mauricie              | 70                     | Chaudière-Appalaches | 44                     |
| Estrie                | 13                     | Laval                | 22                     |
| Outaouais             | 53                     | Lanaudière           | 45                     |
| Abitibi-Témiscamingue | 21                     | Laurentides          | 97                     |
| Montréal-Banlieue     | 108                    | Montréal             | 156                    |
| Montréal-Ville        | 107                    | Centre-du-Québec     | 34                     |
| <b>TOTAL QUÉBEC :</b> |                        | <b>1023</b>          |                        |

- c) **Durée moyenne de participation :** La durée moyenne de participation est de 13,4 mois.

- d) **Pourcentage de réussite :** Le taux de réussite est de 76 % pour 2004-2005 (données au 31 mars 2005) et de 56 % de façon cumulative depuis le 1<sup>er</sup> avril 2000.

**SOURCE :** Bureau du sous-ministre adjoint, Sécurité du revenu, Sylvie Bourassa  
11 mai 2005

**VALIDATION :**

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF12

### Titre

Bilan et résultats du programme « J'ai en emploi pour vous » avec :

- a) distinction des buts et objectifs entre le programme « J'ai en emploi pour vous » et la nouvelle philosophie « Place à l'emploi »;
- b) nombre de participant(e)s ;
- c) pourcentage de réussite.

### Exposé et statistiques

- a) « Place à l'emploi » est une philosophie d'intervention qui privilégie l'intégration à l'emploi des prestataires de l'assistance-emploi aptes au travail par une prise en charge rapide des nouveaux demandeurs et par le repérage des clientèles déjà à l'aide qui ont le profil d'employabilité leur permettant d'obtenir un emploi à court terme.

« Un emploi pour vous » s'adressait également aux prestataires de l'assistance-emploi aptes au travail et visait leur intégration à l'emploi.

Mis en place en juillet 2003, Place à l'emploi remplaçait trois stratégies de mise en mouvement des prestataires de l'assistance-emploi, soit Destination Emploi, Encadrement soutenu et Un emploi pour vous.

b) S/O.

c) S/O.

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF13

### Titre

Concernant le Comité d'adaptation de la main-d'œuvre :

- a) Ventilation du budget des Comités d'adaptation de la main-d'œuvre au 31 mars 2005 et comparaison avec l'exercice financier 2003-2004;
- b) Bilan des principales activités du CAMO en 2004-2005;
- c) Montant reçu du gouvernement fédéral pour ce programme pour les années 2004-2005 et 2003-2004;
- d) Liste des subventions accordées par le CAMO.

### COMITÉ D'ADAPTATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE POUR PERSONNES IMMIGRANTES

#### a) Les budgets

|  | 2004-2005         |
|--|-------------------|
| Emploi-Québec  |                   |
| Fonctionnement (DGAIS)                                   | 250 000 \$        |
| Activités (DGAIS)  | 225 000 \$        |
| Entente spécifique Diagnostic                            | 50 000 \$         |
| Entente spécifique Recherche                             | 10 478 \$         |
| Ministère des Relations avec les citoyens et Immigration | 8 095 \$          |
| <b>Total</b>   | <b>543 573 \$</b> |

#### b) Bilan des principales activités en 2004-2005

Les principales activités du Comité d'adaptation de la main-d'œuvre pour personnes immigrantes réalisées au cours de l'année financière 2004-2005 sont les suivantes :

- participation aux rencontres du comité de suivi du programme « Accès à l'ordre des ingénieurs du Québec pour diplômés en génie issus de l'immigration » de la Polytechnique;
- coordination du projet de tutorat pour l'accès rapide à l'ordre des ingénieurs pour la région de Québec;
- coordination d'un suivi en emploi des participants au projet d'immersion professionnelle;
- représentations auprès de l'Ordre des pharmaciens;
- représentations auprès de l'Ordre des médecins;
- participation aux travaux de la Table interministérielle de la reconnaissance des acquis et des compétences;
- recherche sur la situation des personnes issues de l'immigration dans le secteur manufacturier;
- recherche sur les femmes immigrantes travaillant dans le secteur manufacturier et ayant une scolarité de niveau universitaire;
- participation au comité sur l'embauche des communautés culturelles dans la fonction publique;
- présentation de projets de formation dans les secteurs de la fabrication du meuble, de la plasturgie et du caoutchouc.

c) Question non pertinente à l'étude des crédits.

d) Question non pertinente à l'étude des crédits.

## COMITÉ D'ADAPTATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE POUR PERSONNES HANDICAPÉES

## a) Les budgets

|                             | 2004-2005         |
|-----------------------------|-------------------|
| Emploi-Québec               |                   |
| Fonctionnement (DGAIS)      | 250 000 \$        |
| Activités (DGAIS)           | 348 000 \$        |
| Diagnostic de main-d'oeuvre | 32 600 \$         |
| <b>Total</b>                | <b>630 600 \$</b> |

## b) Bilan des principales activités en 2004-2005

Les principales activités du Comité d'adaptation de la main-d'oeuvre pour personnes handicapées réalisées au cours de l'année financière 2004-2005 sont les suivantes :

- finalisation et lancement du diagnostic sur la formation et l'emploi des personnes handicapées au Québec;
- réalisation d'une planification stratégique triennale;
- rapport sommaire des constats majeurs du CAMO en matière d'intégration en emploi des personnes handicapées;
- lancement officiel d'un cédérom sur l'accommodement pour la promotion de l'embauche des personnes handicapées auprès des petites et moyennes entreprises;
- collaboration aux travaux de suivi des *Stratégies d'intervention pour les personnes handicapées* adoptées par la Commission des partenaires du marché du travail en 1999;
- mise à jour du site Internet et publication d'un bulletin d'information pour les partenaires des réseaux de l'emploi et de la formation;
- organisation de deux rencontres des tables régionales de concertation pour l'emploi des personnes handicapées (rencontre pour l'est et pour l'ouest du Québec);
- révision des statuts et règlements du CAMO.

## c) Question non pertinente à l'étude des crédits.

## d) Question non pertinente à l'étude des crédits.

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF14

### Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

État de situation détaillé au sujet des axes et sous-axes du Plan d'action de lutte contre la pauvreté

a. AXE 1 – Améliorer le bien-être des personnes en situation de pauvreté

- Ajuster annuellement les prestations d'assistance-emploi;
- Assouplir les règles de comptabilisation des actifs dans le cadre du Programme d'assistance-emploi;
- Protéger la prestation à laquelle une personne a droit à l'assistance-emploi;
- Offrir à toutes les familles une exemption partielle des revenus de pension alimentaire pour enfants dans le cadre du Programme d'assistance-emploi;
- Pourvoir au financement du Réseau québécois du crédit communautaire;
- Réviser annuellement le salaire minimum en fonction de l'évolution de la rémunération moyenne au Québec;
- Appuyer davantage les travailleuses et les travailleurs à faible revenu par la mise en place de la nouvelle Prime au travail;
- Une prime à la participation : augmenter l'allocation minimale d'aide à l'emploi accordée aux prestataires de l'assistance-emploi;
- Favoriser une mise en mouvement rapide des nouveaux demandeurs d'assistance-emploi aptes au travail;
- Augmenter la participation et améliorer l'accès à des mesures d'aide à l'emploi pour les groupes davantage touchés par la pauvreté;
- Mieux soutenir l'intégration socioprofessionnelle des personnes immigrantes et des membres des minorités visibles;
- Établir un régime particulier de soutien du revenu pour les personnes ayant des limitations importantes à l'emploi;
- Augmenter le nombre de logements sociaux et abordables et accélérer leur réalisation;
- Accorder des suppléments au loyer à 5 276 ménages pour atténuer les effets de la pénurie de logements;
- Adapter le logement de plus de 6 000 personnes handicapées;
- Adopter un cadre de gestion intégré pour offrir des services de soutien communautaire en logement social;
  - Favoriser le développement d'initiatives communautaires en matière d'habitation;
- Améliorer l'offre de service destinée aux personnes sans-abri ou qui risquent de le devenir;
- Miser sur la contribution des organismes communautaires;
- Poursuivre le soutien à la mise en œuvre de projets d'approvisionnement alimentaire dans les communautés locales et les milieux défavorisés;
- Poursuivre le soutien à la réalisation de mesures d'aide alimentaire ponctuelles, notamment en faveur des enfants;
- Améliorer l'accès aux médicaments pour les personnes ayant un faible revenu;

b. AXE 2 – Prévenir la pauvreté et l'exclusion sociale en développant le potentiel des personnes

- Mettre en place un Soutien aux enfants aidant davantage les familles à faible revenu;
- Favoriser le développement des enfants en provenance des milieux défavorisés en facilitant leur accès à des services de garde éducatifs de qualité;
- Offrir des services intégrés en périnatalité et en petite enfance pour les familles vivant en contexte de vulnérabilité;
- Soutenir l'innovation et l'intégration des activités de prévention auprès des jeunes enfants (de 0 à 6 ans) et de leur famille;
- Expérimenter le programme Famille, école et communauté : ensemble pour la réussite scolaire;
- Implanter le Programme d'aide à l'éveil à la lecture et à l'écriture dans les milieux défavorisés;
- Soutenir le réseau scolaire dans le développement de l'aide aux devoirs et aux leçons;
- Soutenir le réseau scolaire dans le développement du mentorat au secondaire pour favoriser la réussite scolaire;
- Assurer la qualification des jeunes provenant des centres jeunesse;
- Intervenir en faveur des jeunes en grande difficulté dans les territoires de CLSC;
- Adapter les services de formation et d'accompagnement aux besoins des jeunes, décrocheuses et décrocheurs scolaires ou faiblement scolarisés, âgés de 16 à 24 ans;
- Encourager l'acquisition d'une première qualification en favorisant la conciliation travail et études;
- Offrir des solutions de rechange à l'assistance-emploi aux jeunes de moins de 25 ans et sans contraintes à l'emploi;
- Mettre en œuvre une entente interministérielle pour le développement des jeunes;
- Se doter d'un Engagement jeunesse en faveur des jeunes de 16 à 24 ans sous-scolarisés ou sans emploi;
- Soutenir des initiatives sociocommunautaires contribuant à favoriser la participation sociale des personnes âgées à faible revenu;

c. AXE 3 – Favoriser l’engagement de l’ensemble de la société

- Investir au service des initiatives des milieux grâce au Fonds québécois d’initiatives sociales (FQIS);
- Convenir des secteurs et des territoires prioritaires d’intervention et soutenir des actions à l’échelle de la région;
- Soutenir l’émergence de stratégies locales de lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale sur les territoires prioritaires d’intervention;
- Amener les ministères et organismes concernés à établir les ressources consacrées aux territoires prioritaires d’intervention convenus avec les régions et les villes, et à déterminer des attentes de résultats sur ces territoires;
- Lutter contre les préjugés à l’égard des personnes en situation de pauvreté;

d. AXE 4 – Assurer la constance et la cohérence de l’action

- Évaluer l’impact des propositions de nature législative ou réglementaire sur le revenu des personnes en situation de pauvreté;
- Assurer un pilotage interministériel efficace et coordonné;
- Intensifier les échanges avec le gouvernement du Canada;
- Intensifier le dialogue avec les nations autochtones et soutenir l’émergence de stratégies locales dans les villages et réserves.

**Exposé et statistiques (s’il y a lieu)**

La Ministre répondra à cette question dans le rapport prévu à l’article 21 de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l’exclusion sociale* (Loi 112)

**SOURCE :** Direction générale des politiques, Bureau de la sous-ministre adjointe – 9 mai 2005

**VALIDATION :** Direction générale des politiques, Bureau de la sous-ministre adjointe – 10 mai 2005

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

40

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF 15

### Titre

Nombre de personnes vivant seules, couples, familles monoparentales et familles biparentales vivant sous 50% du revenu médian au Québec.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF16

### Titre

État d'avancement des travaux concernant la mise en œuvre du Comité consultatif sur la pauvreté et l'exclusion sociale, incluant :

- a) budget alloué;
- b) la liste des personnes consultées avec copie de leurs recommandations;
- c) processus de nomination;
- d) date prévue pour sa création.

**A. Budget alloué :** Aucun

**B. La liste des personnes consultées**

Question non pertinente à l'étude des crédits.

**C. Processus de nomination**

Le chapitre IV de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* prévoit que les membres seront nommés par le gouvernement sur la recommandation de la ministre.

**D. Date prévue pour la création du Comité consultatif**

Dans le cadre d'un vaste examen de ses structures et de ses programmes amorcé par le gouvernement, la mise en place de cette instance a été analysée, le gouvernement voulant avant tout s'assurer que les fonctions qui doivent y être exercées le soient effectivement. Les modalités à la date de mise en place de ce comité restent à déterminer, mais le processus est en marche et se concrétisera au cours du présent exercice financier.

**SOURCE :** Direction des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale – 11 mai 2005

**VALIDATION :** Direction générale des politiques – 11 mai 2005  
Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles (DGARBFM) – 12 mai 2005



## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF17

### Titre

État d'avancement des travaux concernant la mise en œuvre de l'Observatoire de la pauvreté et l'exclusion sociale, incluant :

- a) budget alloué;
- b) la liste des personnes consultées et leurs recommandations;
- c) processus de nomination;
- d) date prévue pour sa création.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Un Observatoire de la pauvreté et de l'exclusion sociale devait être institué par la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, mais les articles de la Loi qui le concernent (chapitre V, art. 35 à 45) n'ont pas été mis en vigueur. La décision a néanmoins été prise de l'instituer sous un autre nom, celui du Service de recherche et d'information sur la pauvreté et l'exclusion (SRIPE), au sein de l'Institut de la statistique du Québec en 2004-2005. À compter d'avril 2005, celui-ci sera au sein du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale de façon à en minimiser les coûts.

**Budget alloué :** Un budget de démarrage de 250 000 \$ pour la première année a été octroyé en 2004-2005, qui aura servi à constituer un inventaire des mesures de pauvreté et d'exclusion sociale et un premier compendium de données statistiques.

**La liste des personnes consultées et leurs recommandations :** en vue de la mise en place d'un comité de direction constitué de représentants du milieu gouvernemental, du milieu de la recherche et de personnes en situation de pauvreté ou qui les représentent, les consultations se sont limitées pour l'instant aux seuls représentants du milieu gouvernemental, dont l'ISQ.

- a) **Processus de nomination :** Aucune nomination n'a encore été faite officiellement pour les membres du comité de direction mais ce comité sera mis en place en 2005-2006.
- b) **Date prévue de création :** En fonction depuis avril 2004.

**SOURCE :** Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique  
10 mai 2005

**VALIDATION :** Direction générale des politiques – 11 mai 2005  
Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles (DGARBFM) – 19 mai 2005

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006**  
**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**  
**DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

43

# de fiche : RPAF18

**Titre :**

État d'avancement des travaux concernant la mise en oeuvre du Fonds québécois d'initiatives sociales, incluant :

1. budget alloué;
2. fonctionnement prévu;
3. type d'activités qui seront supportées par région;
4. liste et les montants alloués à chacun des organismes depuis la mise en œuvre du FQIS.

**E xposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le Fonds québécois d'initiatives sociales est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2003. Le budget alloué en 2004-2005 au Fonds a été de 15,9 M\$ dont 1,2 M\$ de nouveaux crédits et 14,7 M\$ provenant du surplus cumulé au Fonds au 31 mars 2004.

En 2004-2005, le Fonds a soutenu principalement les projets suivants :

- 5 M\$ pour l'entente de développement social et communautaire de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans le cadre du Contrat de Ville avec Montréal (entente de financement de 2 ans). Cette entente a permis de soutenir 185 projets dans 22 arrondissements de la ville de Montréal.
- Engagement de 5,5 M\$, dont 5 M\$ versé en 2004-2005, dans le cadre de la *Mesure de soutien aux activités de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale Année 2004-2005* (mesure ponctuelle, non récurrente). Cette mesure a permis de soutenir 226 projets dans les 16 régions admissibles du Québec.
- Engagement de 2,7 M\$, dont 1,6 M\$ versé en 2004-2005, dans le cadre de l'entente avec le Club des petits déjeuners du Québec, en partenariat avec le ministère de la Santé et des Services sociaux et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (entente de financement de 4 M\$ sur 2 ans, dont 2,7 du MESS, 1 M\$ du MSSS et 0,3 M\$ du MEQLS).
- 1 M\$ pour le financement d'un premier projet, soit Autonomie Jeunes Familles, dans le cadre de l'entente de partenariat entre le Ministère et la Fondation Lucie et André Chagnon visant la prévention de la pauvreté auprès des jeunes familles de milieux défavorisés (entente de financement de 5 M\$ pour chacune des parties, sur 5ans).
- 0,48 M\$ pour financer la poursuite du projet pilote dans la MRC de La Haute-Gaspésie (projet soutenu dans le cadre d'une entente de 3 ans visant la réalisation d'un plan d'action local concerté de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale). Cette entente a permis de soutenir quatorze projets dans différents organismes de ce territoire en 2004-2005.
- 0,45 M\$ pour financer la poursuite du projet pilote dans la MRC de Témiscouata (projet soutenu dans le cadre d'une entente de 3 ans visant la réalisation d'un plan d'action local concerté de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale). Cette entente a permis de soutenir, jusqu'à maintenant, cinq projets dans différents organismes de ce territoire en 2004-2005.

Le plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale précise que le Fonds québécois d'initiatives sociales deviendra l'un des principaux outils afin de favoriser l'émergence de stratégies locales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur les territoires convenus comme étant prioritaires.

**SOURCE :** Direction du Fonds québécois d'initiatives sociales – 6 mai 2005  
**VALIDATION :** Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles (DGARBFM) – 12 mai 2005  
DGPSC, BSMA – 12 mai 2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF19

### T itre

Évaluation des coûts du régime québécois d'assurance parentale.

### E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

**SOURCE :** Conseil de gestion de l'assurance parentale, 12 mai 2005

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Conseil de gestion de l'assurance parentale, 12 mai 2005

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF 20

|   |
|---|
| <p><b>Titre</b></p> <p>Les coûts administratifs de mise en oeuvre du RQAP</p> |
|---|

|  |
|--|
| <p><b>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</b></p> <p>Question non pertinente à l'étude des crédits.</p> |
|--|

SOURCE : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles  
-2005-05-12

VALIDATION: DGARBFM – Secteur du budget – 2005-05-13

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF21

### T itre

Évaluation des coûts du régime d'assurance parentale du Québec pour la première année du régime.

### E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

**SOURCE :** Conseil de gestion de l'assurance parentale, 12 mai 2005

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Conseil de gestion de l'assurance parentale, 12 mai 2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF22

### T itre

Évaluation des revenus du régime d'assurance parentale du Québec pour la première année du régime.

### E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

**SOURCE :** Conseil de gestion de l'assurance parentale, 12 mai 2005

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Conseil de gestion de l'assurance parentale, 12 mai 2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF23

### T itre

Évaluation des revenus du régime d'assurance parentale du Québec pour la 2<sup>e</sup> année du régime et les suivantes.

### E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

**SOURCE :** Conseil de gestion de l'assurance parentale, 12 mai 2005

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Conseil de gestion de l'assurance parentale, 12 mai 2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF24

### T itre

Nombre de personnes admissibles au régime d'assurance parentale du Québec en 2006.

### E xposé et statistiques (s'il y a lieu)

Question non pertinente à l'étude des crédits.

**SOURCE :** Conseil de gestion de l'assurance parentale, 12 mai 2005

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Conseil de gestion de l'assurance parentale, 12 mai 2005



**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RPAF25**

**T itre**

Nombre de personnes qui ne sont pas admissibles au congé parental du gouvernement fédéral mais qui auraient été couvertes par le régime d'assurance parentale québécois en 2005.

**E xposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Question non pertinente à l'étude des crédits.

**SOURCE :** Conseil de gestion de l'assurance parentale, 12 mai 2005

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Conseil de gestion de l'assurance parentale, 12 mai 2005

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RPAF26**

**T itre**

État de situation des huit équipes de travail annoncées par le ministre, le 14 octobre dernier, au temps du Forum des générations.

**E xposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le Conseil exécutif a répondu à cette question.

**SOURCE :** Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles  
-2005-05-17

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:**

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF 27

### Titre

Somme versée aux centres de travail adapté en 2003-2004 et 2004-2005 et previsions pour 2005-2006.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le ministère de la Santé et des Services sociaux répondra à cette question.

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF 28

**Titre**

État de situation au sujet du comité interministériel sur les centres de travail adapté.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le ministère de la Santé et des Services sociaux répondra à cette question.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF 29

**Titre**

Le nombre d'emplois créés dans les centres de travail adapté en 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.

**Exposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Le ministère de la Santé et des Services sociaux répondra à cette question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF30

**T itre**  
  
La ventilation détaillée des crédits budgétaires adoptés le 21 mars 2005.

| Exposé et statistiques (s'il y a lieu) |             |
|--|-------------|
|  | (000 \$)    |
| Mesure d'aide à l'emploi               | 227 295,6   |
| Mesure d'aide financière               | 810 735,1   |
| Soutien à la gestion                   | 61 150,6    |
| Total                                  | 1 099 181,3 |

**SOURCE :** Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles -2005-05-11  
**COLLABORATION :**  
**VALIDATION:** Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles  
– 2005-05-11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

31A

|              |   |
|--------------|---|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005. |
|--------------|---|

Répartition régionale

Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec

| ÉTAT DES SUBVENTIONS VERSÉES PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION |   |   |   |
|--|---|---|---|
| RÉGIONS  | Subventions versées<br>au programme DDD | Subventions versées<br>au programme SPA | Subventions versées<br>au programme SPD |
| 01 - Bas-Saint-Laurent                                   | 608 113,00 \$                           | 251 307,00 \$                           | 9 610,00 \$                             |
| 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean                             | 635 679,00 \$                           | 216 306,00 \$                           | 1 500,00 \$                             |
| 03 - Capitale-Nationale                                  | 1 411 525,00 \$                         | 219 030,00 \$                           | 104 694,40 \$                           |
| 04 - Mauricie  | 734 400,00 \$                           | 256 000,00 \$                           | 6 100,00 \$                             |
| 05 - Estrie  | 1 054 987,00 \$                         | 278 838,00 \$                           | 82 710,00 \$                            |
| 06 - Montréal  | 5 393 577,00 \$                         | 732 270,00 \$                           | 639 870,00 \$                           |
| 07 - Outaouais   | 531 616,00 \$                           | 114 803,00 \$                           | 0,00 \$                                 |
| 08 - Abitibi-Témiscamingue                               | 493 252,00 \$                           | 71 282,00 \$                            | 11 250,00 \$                            |
| 09 - Côte-Nord   | 387 025,00 \$                           | 0,00 \$                                 | 49 315,00 \$                            |
| 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine                       | 335 691,00 \$                           | 24 122,00 \$                            | 0,00 \$                                 |
| 12 - Chaudière-Appalaches                                | 493 102,00 \$                           | 324 000,00 \$                           | 52 200,00 \$                            |
| 13 - Laval   | 390 965,00 \$                           | 116 000,00 \$                           | 17 910,00 \$                            |
| 14 - Lanaudière  | 887 194,00 \$                           | 0,00 \$                                 | 22 050,00 \$                            |
| 15 - Laurentides   | 594 644,00 \$                           | 140 000,00 \$                           | 0,00 \$                                 |
| 16 - Montérégie  | 1 414 913,00 \$                         | 555 068,00 \$                           | 24 290,00 \$                            |
| 17 - Centre-du-Québec                                    | 656 320,00 \$                           | 449 386,00 \$                           | 13 500,00 \$                            |
| <b>TOTAL</b>   | <b>16 023 003,00 \$</b>                 | <b>3 748 412,00 \$</b>                  | <b>1 034 999,40 \$</b>                  |

Total des subventions versées:

20 806 414,40 \$

SOURCE :     Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec, en date du 31 mars 2005

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31A - ( 1 - 1 )

**Titre** Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005.

### PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits

#### Région 01 - Bas-Saint-Laurent

##### *Nom de l'organisme*

##### *Subventions versées*

|   |                      |
|---|----------------------|
| A.L.E.S.E Abattons les échelons socio-économiques   | 33 000,00 \$         |
| Action chômage Kamouraska inc.  | 35 351,00 \$         |
| Action populaire Rimouski-Neigette  | 26 000,00 \$         |
| Association coopérative d'économie familiale (ACEF) de la péninsule                                 | 46 794,00 \$         |
| Association coopérative d'économie familiale du Grand-Portage                                       | 44 927,00 \$         |
| Association coopérative d'économie familiale Rimouski-Neigette et Mitis                             | 45 580,00 \$         |
| Association pour la défense des droits sociaux du Kamouraska (ADDS-Kamouraska)                      | 22 000,00 \$         |
| Comité logement Rimouski-Neigette   | 15 500,00 \$         |
| Fédération pour personnes handicapées du K.R.T.B. inc.  | 67 948,00 \$         |
| Les femmes en éveil de Price inc.   | 14 265,00 \$         |
| P.L.A.I.D.D.B.F. Promotion, lutte aide intervention en défense de droits du Bas du Fleuve région 01 | 85 000,00 \$         |
| Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata                              | 23 000,00 \$         |
| Regroupement des organismes de personnes handicapées du Bas-du-Fleuve (ROPHBF)                      | 62 896,00 \$         |
| Service d'aide aux personnes accidentées du travail et de la route "Parechoc" du KRTB               | 30 852,00 \$         |
| Table de concertation des groupes de femmes Bas-Saint-Laurent                                       | 55 000,00 \$         |
|   | <u>608 113,00 \$</u> |



ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31A - ( 1 - 2 )

|              |   |
|--------------|---|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005. |
|--------------|---|

| <b>PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits</b>  |                            |
|--|----------------------------|
| <b>Région 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean</b>   |                            |
| <i>Nom de l'organisme</i>  | <i>Subventions versées</i> |
| Association québécoise pour la défense des retraités et pré-retraités (section Chicoutimi)               | 40 000,00 \$               |
| Comité des droits sociaux d'Alma   | 40 000,00 \$               |
| Groupe de promotion et de défense des droits en santé mentale de la région 02 inc.                       | 85 000,00 \$               |
| Groupement des organismes des personnes handicapées du Saguenay  | 62 896,00 \$               |
| L.A.S.T.U.S.E. du Saguenay (Lieu d'actions et de services travaillant dans l'unité avec les sans-emploi) | 40 000,00 \$               |
| La ligue des droits et libertés de la personne du Saguenay Lac-St-Jean inc.                              | 33 000,00 \$               |
| L'alliance laurentienne des Métis et Indiens sans statut, local 30 Mistassini inc.                       | 6 014,00 \$                |
| Les gens oubliés de Notre-Dame-d'Hébertville inc.  | 38 628,00 \$               |
| Loge m'entraide  | 40 000,00 \$               |
| Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Saguenay-Lac St-Jean-Chibougamau-Chapais    | 59 978,00 \$               |
| Recif-02   | 55 000,00 \$               |
| Regroupement des usagers du transport adapté du Saguenay inc.  | 40 000,00 \$               |
| Service budgétaire et communautaire d'Alma   | 40 926,00 \$               |
| Service budgétaire et communautaire de Chicoutimi  | 24 425,00 \$               |
| Service budgétaire et communautaire de Jonquière   | 17 915,00 \$               |
| Service budgétaire populaire de St-Félicien  | 11 897,00 \$               |
|  | <u>635 679,00 \$</u>       |

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

31A - ( 1 - 3 )

**Titre** Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005.

### PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits

#### Région 03 - Capitale-Nationale

##### Nom de l'organisme

##### Subventions versées

|  |                        |
|--|------------------------|
| Accès transports viables-regroupement des utilisateurs et utilisatrices des transports collectifs et alternatifs du Québec métropolitain | 38 000,00 \$           |
| Action-Chômage de Québec   | 38 000,00 \$           |
| Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées   | 131 633,00 \$          |
| Association des grands-parents du Québec   | 20 000,00 \$           |
| Association droits et drogues  | 9 535,00 \$            |
| Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADDSQM)   | 43 010,00 \$           |
| Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) Québec inc.                            | 49 547,00 \$           |
| Auto-Psy (région de Québec)  | 85 000,00 \$           |
| Bureau d'animation et information logement du Québec métropolitain (BAIL) inc.   | 44 227,00 \$           |
| Carrefour de pastorale en monde ouvrier de Québec inc.   | 10 010,00 \$           |
| Centre d'information et de recherche en consommation de Charlevoix Ouest   | 39 240,00 \$           |
| Coalition gaie et lesbienne - Québec   | 80 500,00 \$           |
| Comité des citoyens du quartier Saint-Sauveur  | 41 510,00 \$           |
| Comité logement d'aide aux locataires  | 15 500,00 \$           |
| Comité populaire St-Jean-Baptiste  | 39 510,00 \$           |
| Groupe de défense des droits des détenus de Québec   | 10 010,00 \$           |
| Groupe de recherche en animation et planification économique (GRAPE)   | 32 671,00 \$           |
| L'association coopérative d'économie familiale de Québec   | 67 849,00 \$           |
| Le comité d'action des personnes vivant des situations de handicap (CAPVISH)   | 77 182,00 \$           |
| Le mouvement "Personne d'abord" du Québec métropolitain  | 91 971,00 \$           |
| Les amis et amies de la terre de Québec  | 30 010,00 \$           |
| Ligue des droits et libertés - section de Québec   | 33 000,00 \$           |
| Mouvement action-chômage de Charlevoix inc.  | 36 510,00 \$           |
| Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (RÉPAC-03-12)                   | 83 072,00 \$           |
| Regroupement des associations de personnes traumatisées cranio-cérébrales du Québec  | 23 000,00 \$           |
| Regroupement des femmes sans emploi du nord de Québec  | 93 132,00 \$           |
| Regroupement des groupes de femmes de la région de Québec (03) Portneuf - Québec - Charlevoix  | 55 000,00 \$           |
| Regroupement des organismes de promotion 03 (ROP 03)   | 92 896,00 \$           |
|  | <u>1 411 525,00 \$</u> |

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31A - ( 1 - 4 )

|              |   |
|--------------|---|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005. |
|--------------|---|

| <b>PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits</b>  |                            |
|--|----------------------------|
| <b>Région 04 - Mauricie</b>  |                            |
| <i>Nom de l'organisme</i>  | <i>Subventions versées</i> |
| Alliance autochtone Saguenay Lac St-Jean, région IV inc.   | 12 000,00 \$               |
| Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Trois-Rivières inc. | 6 624,00 \$                |
| Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section Mékinac                  | 6 624,00 \$                |
| Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées, A.Q.D.R. section Centre de la Mauricie | 10 000,00 \$               |
| Association québécoise de la défense des droits des retraités et pré-retraités Des Chenaux (A.Q.D.R.)                          | 18 285,00 \$               |
| ATTAM Association des travailleurs et travailleuses accidentés de la Mauricie  | 37 700,00 \$               |
| Comité d'action des non-syndiqué-es de Trois-Rivières inc.   | 40 000,00 \$               |
| Comité logement Trois-Rivières inc.  | 40 000,00 \$               |
| Comité pour la défense des droits sociaux La Tuque   | 40 000,00 \$               |
| Comité régional de promotion et de sensibilisation en déficience intellectuelle région 04 inc.                                 | 6 264,00 \$                |
| Groupe pour la défense des droits sociaux de Trois-Rivières & Trois-Rivières Ouest inc.  | 52 290,00 \$               |
| Mouvement action-chômage Des Chenaux inc.  | 13 296,00 \$               |
| Mouvement action-chômage Trois-Rivières  | 40 000,00 \$               |
| Mouvement personne d'abord région Mauricie   | 42 107,00 \$               |
| R.D.D.S. (Shawinigan) inc.   | 44 707,00 \$               |
| Regroupement des organismes d'éducation populaire autonome de la Mauricie  | 38 572,00 \$               |
| Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie  | 93 241,00 \$               |
| Service d'aide au consommateur-région 04   | 24 690,00 \$               |
| Solidarité régionale d'aide et d'accompagnement pour la défense des droits en santé mentale du Centre-du-Québec/Mauricie       | 85 000,00 \$               |
| Table de concertation "Abus auprès des aînés" du Trois-Rivières métropolitain inc.   | 28 000,00 \$               |
| Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie   | 55 000,00 \$               |
|  | <u>734 400,00 \$</u>       |

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

31A - ( 1 - 5 )

**Titre** Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005.

### PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits

#### Région 05 - Estrie

##### Nom de l'organisme

##### Subventions versées

|   |                        |
|---|------------------------|
| Action-Handicap Estrie  | 62 896,00 \$           |
| Association coopérative d'économie familiale de l'Estrie  | 44 095,00 \$           |
| Association des locataires de Sherbrooke  | 40 000,00 \$           |
| Association des personnes handicapées de la MRC de Coaticook  | 14 257,00 \$           |
| Association des personnes handicapées visuelles de l'Estrie   | 30 765,00 \$           |
| Collectif pour le libre choix de Sherbrooke   | 40 000,00 \$           |
| Comité des travailleurs accidentés de l'Estrie inc.   | 59 180,00 \$           |
| Concertaction femmes Estrie   | 55 000,00 \$           |
| Conseil des aveugles de Memphrémagog  | 7 192,00 \$            |
| Fédération des communautés culturelles de l'Estrie  | 18 000,00 \$           |
| Han-Droits L'association de promotion et de défense des droits des personnes handicapées de la région Memphrémagog                    | 38 282,00 \$           |
| Illusion-Emploi de l'Estrie   | 38 000,00 \$           |
| L'action plus de Sherbrooke inc.  | 40 000,00 \$           |
| L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Sherbrooke   | 35 005,00 \$           |
| L'association québécoise pour la défense des retraités et retraitées, pré-retraités et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Memphrémagog | 40 005,00 \$           |
| Ligue des droits et libertés (section Estrie)   | 33 000,00 \$           |
| Mouvement des chômeurs de l'Estrie inc.   | 40 743,00 \$           |
| Promotion et défense des droits en santé mentale de l'Estrie (PRO-DEF)  | 85 000,00 \$           |
| Promotion Handicap Estrie inc.  | 57 323,00 \$           |
| Regroupement des usagers du transport adapté de Sherbrooke métropolitain  | 55 602,00 \$           |
| Service budgétaire populaire de la MRC d'Asbestos   | 56 543,00 \$           |
| Service budgétaire populaire de l'Estrie inc.   | 43 714,00 \$           |
| Solidarité populaire Estrie   | 40 000,00 \$           |
| Table d'action contre l'appauvrissement de l'Estrie   | 33 000,00 \$           |
| Table ronde des OVEP de l'Estrie  | 47 385,00 \$           |
|   | <u>1 054 987,00 \$</u> |

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31A - ( 1 - 6 )

|              |   |
|--------------|---|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005. |
|--------------|---|

| <b>PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits</b>   |                            |
|---|----------------------------|
| <b>Région 06 - Montréal</b>   |                            |
| <i>Nom de l'organisme</i>   | <i>Subventions versées</i> |
| "Action-Autonomie" Le collectif pour la défense des droits en santé mentale de Montréal   | 85 000,00 \$               |
| Action des femmes handicapées (Montréal)  | 34 303,00 \$               |
| Action dignité de Saint-Léonard   | 13 000,00 \$               |
| Action travail des femmes du Québec inc.  | 14 104,00 \$               |
| Alliance autochtone région 03 inc.  | 12 000,00 \$               |
| Alliance des regroupements des usagers du transport adapté du Québec (ARUTAQ)   | 74 108,00 \$               |
| Association coopérative d'économie familiale de l'est de Montréal   | 49 821,00 \$               |
| Association coopérative d'économie familiale du Centre de Montréal  | 65 115,00 \$               |
| Association coopérative d'économie familiale du nord de Montréal  | 69 901,00 \$               |
| Association coopérative d'économie familiale du sud-ouest de Montréal   | 41 752,00 \$               |
| Association des aides familiales du Québec  | 46 832,00 \$               |
| Association des consommateurs pour la qualité dans la construction  | 38 000,00 \$               |
| Association des locataires de Villeray inc.   | 61 037,00 \$               |
| Association des paraplégiques du Québec   | 31 633,00 \$               |
| Association des travailleuses et travailleurs haïtiens au Canada (ATTHAC)   | 13 931,00 \$               |
| Association du Québec pour l'intégration sociale  | 68 133,00 \$               |
| Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain (A.D.D.S.M.M.)   | 39 431,00 \$               |
| Association pour la protection automobile   | 24 690,00 \$               |
| Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) inc.                                  | 140 818,00 \$              |
| Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rivière-des-Prairies inc.     | 16 000,00 \$               |
| Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Rosemont inc.                 | 10 000,00 \$               |
| Association québécoise de la défense des droits des retraités et retraitées, préretraités et préretraitées (A.Q.D.R.) Saint-Michel inc. | 24 177,00 \$               |
| Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au post-secondaire (AQEIPS)  | 59 633,00 \$               |
| Association québécoise des personnes de petite taille inc.  | 71 633,00 \$               |
| Association québécoise Plaidoyer-Victimes   | 105 000,00 \$              |
| Au bas de l'échelle inc.  | 35 094,00 \$               |
| BRAS Villeray   | 33 000,00 \$               |
| Centre d'aide aux travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal inc.   | 67 053,00 \$               |
| Centre de recherche-action sur les relations raciales (Québec)  | 10 029,00 \$               |
| Centre québécois pour la déficience auditive  | 113 629,00 \$              |
| Coalition des associations de consommateurs du Québec   | 48 710,00 \$               |
| Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre   | 24 000,00 \$               |
| Comité chômage de Montréal  | 52 958,00 \$               |
| Comité d'action de Parc Extension   | 13 000,00 \$               |
| Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun inc.   | 28 047,00 \$               |
| Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social d'Hochelaga-Maisonneuve  | 40 000,00 \$               |
| Comité de logement Rosemont   | 43 345,00 \$               |

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

31A - ( 1 - 6 )

**Titre** Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005.

### PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits

#### Région 06 - Montréal

#### Nom de l'organisme

#### Subventions versées

|   |               |
|---|---------------|
| Comité des orphelins et orphelines institutionnalisés de Duplessis                        | 25 000,00 \$  |
| Comité des personnes assistées sociales de Pointe-St-Charles Montréal                     | 67 688,00 \$  |
| Comité du logement du Plateau Mont-Royal inc.   | 27 044,00 \$  |
| Comité logement Ahuntsic-Cartierville   | 43 699,00 \$  |
| Comité logement de La Petite Patrie inc.  | 18 422,00 \$  |
| Comité régional des associations pour la déficience intellectuelle (région 06 A)          | 94 661,00 \$  |
| Comité-Chômage de l'est de Montréal   | 45 700,00 \$  |
| Comité-Logement centre-sud de Montréal  | 63 580,00 \$  |
| Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)                  | 118 633,00 \$ |
| Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) du Québec inc.          | 50 054,00 \$  |
| Conseil pour la protection des malades (CPM)  | 76 633,00 \$  |
| D.E.S. Action Québec  | 10 000,00 \$  |
| Développement québécois de la sécurité des femmes   | 70 000,00 \$  |
| Entraide logement Hochelaga-Maisonneuve   | 40 000,00 \$  |
| Ex aequo  | 131 806,00 \$ |
| F.R.O.N.T. Femmes regroupées en options non traditionnelles                               | 45 000,00 \$  |
| Fédération des femmes du Québec   | 71 774,00 \$  |
| Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec                         | 104 950,00 \$ |
| Fédération québécoise de l'autisme et des autres troubles envahissants du développement   | 119 633,00 \$ |
| Force jeunesse inc.   | 28 000,00 \$  |
| Forum des citoyens aînés de Montréal  | 60 337,00 \$  |
| Front commun des assistés sociaux du Québec inc.  | 57 450,00 \$  |
| Front d'action populaire en réaménagement urbain FRAPRU inc.                              | 110 404,00 \$ |
| Groupe d'études et d'actions urbaines du Montréal métropolitain inc.                      | 12 511,00 \$  |
| Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal  | 43 544,00 \$  |
| Infologis de l'est de l'île de Montréal   | 43 999,00 \$  |
| Jeunesse ouvrière chrétienne nationale du Québec  | 42 993,00 \$  |
| Jeunesse ouvrière chrétienne région de Montréal   | 15 000,00 \$  |
| La fédération des mouvements personne d'abord du Québec inc.                              | 104 133,00 \$ |
| La fondation pour aider les travailleuses et les travailleurs accidentés (F.A.T.A.)       | 56 276,00 \$  |
| La ligue des droits et libertés   | 66 901,00 \$  |
| La ligue des Noirs du Québec  | 33 000,00 \$  |
| L'assemblée des travailleurs et travailleuses accidentés du Québec (A.T.T.A.Q.)           | 40 000,00 \$  |
| L'association des groupes d'interventions en défense de droits en santé mentale du Québec | 90 000,00 \$  |
| L'association féminine d'éducation et d'action sociale                                    | 104 601,00 \$ |
| Les frères et sœurs d'Émile Nelligan  | 57 633,00 \$  |
| Ligue des femmes du Québec  | 18 000,00 \$  |
| Mouvement action justice  | 28 000,00 \$  |
| Mouvement action-chômage de Montréal inc.   | 22 369,00 \$  |

**SOURCE :** Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec, en date du 31 mars 2005

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31A - ( 1 - 6 )

|              |   |
|--------------|---|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005. |
|--------------|---|

| <b>PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits</b>                        |                            |
|--|----------------------------|
| <b>Région 06 - Montréal</b>  |                            |
| <i>Nom de l'organisme</i>  | <i>Subventions versées</i> |
| Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi  | 38 000,00 \$               |
| Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec inc.               | 134 855,00 \$              |
| Mouvement des personnes d'abord de Montréal  | 54 305,00 \$               |
| Mouvement des travailleurs chrétiens (M.T.C.)  | 25 865,00 \$               |
| Organisation d'aide aux sans-emploi (ODAS - Montréal)                                  | 13 154,00 \$               |
| Organisation d'éducation et d'information logement de Côte des Neiges                  | 25 399,00 \$               |
| Organisation populaire des droits sociaux-région Montréal (O.P.D.S.-R.M.)              | 21 152,00 \$               |
| P.O.P.I.R. inc.  | 51 186,00 \$               |
| Regroupement autonome des jeunes (R.A.J.) du Québec                                    | 16 410,00 \$               |
| Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain RAAMM                 | 105 137,00 \$              |
| Regroupement des aveugles et amblyopes du Québec (RAAQ)                                | 110 675,00 \$              |
| Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec              | 115 052,00 \$              |
| Regroupement des organismes de promotion du Montréal métropolitain                     | 94 661,00 \$               |
| Regroupement des usagers du transport adapté de la CUM inc.                            | 66 940,00 \$               |
| Regroupement information-logement de Pointe-St-Charles                                 | 53 692,00 \$               |
| Réseau des lesbiennes du Québec (RLQ)  | 44 500,00 \$               |
| Services juridiques communautaires de Pointe-St-Charles et Petite Bourgogne inc.       | 10 583,00 \$               |
| Société logique inc.   | 72 233,00 \$               |
| Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain | 48 000,00 \$               |
| Table des groupes de femmes de Montréal  | 55 000,00 \$               |
| Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal           | 61 278,00 \$               |
| Transport 2000 Québec  | 38 000,00 \$               |
| Union des consommateurs  | 113 775,00 \$              |
| Union des travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal (U.T.T.A.M.)            | 45 380,00 \$               |
|  | <u>5 393 577,00 \$</u>     |

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

31A - ( 1 - 7 )

**Titre** Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005.

### PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits

#### Région 07 - Outaouais

##### *Nom de l'organisme*

##### *Subventions versées*

|  |                      |
|--|----------------------|
| Action santé Outaouais   | 40 000,00 \$         |
| Alliance autochtone région II - Pontiac Gatineau-Labelle inc.  | 12 000,00 \$         |
| Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR)  | 55 000,00 \$         |
| Association de solidarité et d'entraide communautaire de la Haute-Gatineau   | 35 436,00 \$         |
| Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais   | 15 727,00 \$         |
| Association pour la défense des droits sociaux, Hull   | 39 461,00 \$         |
| Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (AQDR) section Gatineau inc. | 8 803,00 \$          |
| Droits-Accès de l'Outaouais  | 85 000,00 \$         |
| Jeunesse ouvrière chrétienne de Gatineau-Hull  | 8 803,00 \$          |
| L'association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais  | 67 311,00 \$         |
| Logement occupe  | 54 726,00 \$         |
| Mouvement des travailleuses et travailleurs chrétiens et chrétiennes, section Outaouais                              | 8 803,00 \$          |
| Regroupement des associations de personnes handicapées de l'Outaouais (R.A.P.H.O.)                                   | 62 896,00 \$         |
| Table-Ronde des organismes volontaires d'éducation populaire de l'Outaouais  | 37 650,00 \$         |
|  | <u>531 616,00 \$</u> |



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31A - ( 1 - 8 )

|              |   |  |
|--------------|---|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005. |  |
|--------------|---|--|

|   |  |                            |
|---|--|----------------------------|
| <b>PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits</b>   |  |                            |
| <b>Région 08 - Abitibi-Témiscamingue</b>  |  |                            |
| <i>Nom de l'organisme</i>   |  | <i>Subventions versées</i> |
| Alliance autochtone région 01 Témiscaming - Abitibi 2001 inc.   |  | 12 000,00 \$               |
| Association de défense des droits sociaux de la Vallée de l'Or  |  | 28 000,00 \$               |
| Association pour personnes handicapées visuelles de Rouyn-Noranda   |  | 13 196,00 \$               |
| Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) section valdorienne |  | 18 000,00 \$               |
| L'association coopérative d'économie familiale de l'Abitibi-Témiscamingue   |  | 49 865,00 \$               |
| R.A.I.D.D. - A.T. Ressource d'aide et d'informations en défense des droits de l'Abitibi-Témiscamingue inc.        |  | 85 000,00 \$               |
| R.E.P.A.S. de Rouyn-Noranda   |  | 33 000,00 \$               |
| Regroupement d'associations de personnes handicapées de l'Abitibi-Témiscamingue, R.A.P.H.A.T.                     |  | 62 896,00 \$               |
| Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue   |  | 55 000,00 \$               |
| Regroupement d'éducation populaire d'Abitibi-Témiscamingue (REPAT)  |  | 53 453,00 \$               |
| Regroupement des chômeurs et chômeuses de l'Abitibi-Témiscamingue   |  | 40 177,00 \$               |
| Regroupement des sans emplois de l'Abitibi-Témiscamingue  |  | 42 665,00 \$               |
|   |  | <u>493 252,00 \$</u>       |

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

31A - ( 1 - 9 )

**Titre** Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005.

**PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits****Région 09 - Côte-Nord*****Nom de l'organisme******Subventions versées***

|   |                      |
|---|----------------------|
| Alliance autochtone Côte-Nord - région 5  | 12 000,00 \$         |
| Groupe Nord côtier de défense des droits en santé mentale                                     | 85 000,00 \$         |
| L'association pour la protection des intérêts des consommateurs de la Côte-Nord inc.          | 57 139,00 \$         |
| Le centre de recherche et d'information en consommation (C.R.I.C.), Port-Cartier              | 52 178,00 \$         |
| Regroupement des femmes de la Côte-Nord inc.  | 63 375,00 \$         |
| Table de concertation des associations de personnes handicapées de la Côte-Nord (La C.A.P.H.) | 73 604,00 \$         |
| Table des groupes populaires de Baie-Comeau-Hauterive   | 43 729,00 \$         |
|   | <u>387 025,00 \$</u> |

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31A - ( 1 -11 )

|              |   |
|--------------|---|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005. |
|--------------|---|

|   |                            |
|---|----------------------------|
| <b>PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits</b>                               |                            |
| <b>Région 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine</b>  |                            |
| <i>Nom de l'organisme</i>   | <i>Subventions versées</i> |
| Droits devant   | 33 000,00 \$               |
| Droits et recours en santé mentale, Gaspésie-Les-Îles   | 97 000,00 \$               |
| FADOQ région Gaspésie Îles-de-la-Madeleine  | 10 353,00 \$               |
| La démêlée  | 40 000,00 \$               |
| La table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles                     | 55 000,00 \$               |
| Mouvement action chômage Pabok inc.   | 34 442,00 \$               |
| Regroupement des associations des personnes handicapées de la Gaspésie (Îles-de-la-Madeleine) | 65 896,00 \$               |
|   | <u>335 691,00 \$</u>       |

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

**31A - ( 1 -12 )**

| <b>Titre</b>   | <b>Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005.</b> |                            |
|--|--|----------------------------|
| <b>PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits</b>  |  |                            |
| <b>Région 12 - Chaudière-Appalaches</b>  |  |                            |
| <i>Nom de l'organisme</i>  |  | <i>Subventions versées</i> |
| Aide aux travailleurs accidentés, ATA  |  | 38 474,00 \$               |
| Association coopérative d'économie familiale Amiante - Beauce - Etchemins  |  | 60 311,00 \$               |
| Association coopérative d'économie familiale Lévis-Lauzon  |  | 49 411,00 \$               |
| Association de défense des droits sociaux (A.D.D.S.) de la Rive-Sud  |  | 20 000,00 \$               |
| Association des locataires de Thetford Mines inc.  |  | 39 510,00 \$               |
| Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.)<br>section L'Islet-Nord inc. |  | 1 052,00 \$                |
| Comité d'appui aux travailleurs et travailleuses accidentés de la région de L'Amiante  |  | 50 438,00 \$               |
| Corporation de défense de droits sociaux de Lotbinière inc.  |  | 31 010,00 \$               |
| L'A-Droit de Chaudière-Appalaches  |  | 85 000,00 \$               |
| Regroupement des associations de personnes handicapées région Chaudière-Appalaches   |  | 62 896,00 \$               |
| Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches  |  | 55 000,00 \$               |
|  |  | <u>493 102,00 \$</u>       |

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31A - ( 1 -13 )

|              |   |
|--------------|---|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005. |
|--------------|---|

|   |                            |
|---|----------------------------|
| <b>PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits</b>                                     |                            |
| <b>Région 13 - Laval</b>  |                            |
| <i>Nom de l'organisme</i>   | <i>Subventions versées</i> |
| ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.   | 63 516,00 \$               |
| Association coopérative d'économie familiale de l'île Jésus   | 21 991,00 \$               |
| Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR) Laval | 23 350,00 \$               |
| L'en-droit de Laval   | 85 000,00 \$               |
| Mouvement personne d'abord de Laval   | 58 506,00 \$               |
| Regroupement des organismes de promotion de personnes handicapées de Laval (ROPPHL)                 | 83 602,00 \$               |
| Table de concertation de Laval en condition féminine  | 55 000,00 \$               |
|   | <u>390 965,00 \$</u>       |

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

31A - ( 1 -14 )

**Titre** Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005.

### PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits

#### Région 14 - Lanaudière

##### *Nom de l'organisme*

##### *Subventions versées*

|  |                      |
|--|----------------------|
| Action populaire des Moulins   | 30 129,00 \$         |
| Association coopérative d'économie familiale de la région Lanaudière   | 101 539,00 \$        |
| Association des personnes handicapées visuelles de Lanaudière  | 40 103,00 \$         |
| Association des travailleurs accidentés Brandon d'Autray inc.  | 28 000,00 \$         |
| Association des travailleurs et travailleuses accidentés du Matawin  | 40 000,00 \$         |
| Association des travailleurs, travailleuses accidentés de Joli-Mont  | 37 119,00 \$         |
| Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section des Moulins inc. | 30 851,00 \$         |
| Association québécoise de la fibromyalgie  | 55 000,00 \$         |
| Association québécoise pour la défense des droits des retraités et pré-retraités (A.Q.D.R.) section Brandon                | 43 172,00 \$         |
| Comité régional des assistés sociaux de Lanaudière   | 41 414,00 \$         |
| Groupe d'information et de défense des droits sociaux de Ste-Julienne  | 33 468,00 \$         |
| Le mouvement des personnes d'abord de Joliette   | 43 091,00 \$         |
| Le regroupement des assistés sociaux de Joliette métropolitain (R.A.S.J.M.)  | 30 000,00 \$         |
| Mouvement d'éducation populaire autonome de Lanaudière (M.E.P.A.L.)  | 54 212,00 \$         |
| Pleins droits de Lanaudière inc.   | 85 000,00 \$         |
| Regroupement des usagers de transport adapté de Lanaudière   | 36 200,00 \$         |
| Société québécoise de la Trisomie-21   | 40 000,00 \$         |
| Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière  | 55 000,00 \$         |
| Table de concertation régionale des associations de personnes handicapées de Lanaudière                                    | 62 896,00 \$         |
|  | <u>887 194,00 \$</u> |

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31A - ( 1 -15 )

|              |   |
|--------------|---|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005. |
|--------------|---|

|   |                            |
|---|----------------------------|
| <b>PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits</b>             |                            |
| <b>Région 15 - Laurentides</b>  |                            |
| <i>Nom de l'organisme</i>   | <i>Subventions versées</i> |
| Association coopérative d'économie familiale des Basses-Laurentides         | 89 105,00 \$               |
| Carrefour d'actions populaires de St-Jérôme                                 | 74 557,00 \$               |
| Droits et obligations des sans emploi                                       | 40 000,00 \$               |
| Droits et recours Laurentides inc.  | 85 000,00 \$               |
| Mouvement des personnes d'abord de la Vallée de la Rouge                    | 29 915,00 \$               |
| Mouvement des personnes d'abord de Lachute                                  | 14 000,00 \$               |
| Mouvement personne d'abord de Sainte-Thérèse                                | 32 000,00 \$               |
| Mouvement personne d'abord de Saint-Eustache                                | 32 000,00 \$               |
| Mouvement personne d'abord de Ste-Agathe-des-Monts                          | 28 368,00 \$               |
| Mouvement personne d'abord de St-Jérôme et ses environs                     | 9 000,00 \$                |
| Regroupement des mouvements personne d'abord des Laurentides                | 9 000,00 \$                |
| Regroupement pour la concertation des personnes handicapées des Laurentides | 72 896,00 \$               |
| Regroupement pour les droits des assistés sociaux, Mont-Laurier             | 23 803,00 \$               |
| Réseau des femmes des Laurentides   | 55 000,00 \$               |
|   | <u>594 644,00 \$</u>       |

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

31A - ( 1 -16 )

**Titre** Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005.

### PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits

#### Région 16 - Montérégie

##### Nom de l'organisme

##### Subventions versées

|  |              |
|--|--------------|
| Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud  | 64 191,00 \$ |
| Association coopérative d'économie familiale du Haut St-Laurent  | 55 912,00 \$ |
| Association coopérative d'économie familiale Montérégie-Est  | 62 582,00 \$ |
| Association des usagers du transport adapté de Longueuil (AUTAL)   | 39 553,00 \$ |
| Association pour la défense des droits sociaux de Huntingdon   | 26 175,00 \$ |
| Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) section Haut-Richelieu   | 19 553,00 \$ |
| Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.), section Granby inc.     | 4 553,00 \$  |
| Carrefour - Dignité (St-Jean)  | 20 000,00 \$ |
| Centre d'information, de références et de services (CIRS) inc.   | 38 325,00 \$ |
| Collectif d'action populaire Richelieu-Yamaska   | 18 772,00 \$ |
| Collectif de défense des droits de la Montérégie   | 85 000,00 \$ |
| Comité chômage du Haut-Richelieu   | 38 000,00 \$ |
| Comité des citoyens du logement de Châteauguay   | 49 300,00 \$ |
| Comité des usagers de transports Accès   | 10 000,00 \$ |
| Comité logement Beauharnois  | 28 000,00 \$ |
| Comité logement de Valleyfield   | 40 000,00 \$ |
| Comité-Logement Montérégie inc.  | 54 000,00 \$ |
| Dynamique des handicapés de l'Estrie inc.  | 34 000,00 \$ |
| Groupement des associations de personnes handicapées de la rive-sud de Montréal inc.                                       | 94 429,00 \$ |
| Groupement des associations de personnes handicapées du Richelieu-Yamaska  | 64 449,00 \$ |
| Inclusion: Regroupement d'aide aux personnes bénéficiaires de la sécurité du revenu et à faibles revenus du Haut-Richelieu | 38 000,00 \$ |
| Jeunesse ouvrière chrétienne de la rive-sud de Montréal  | 20 238,00 \$ |
| L'association Action-Plus Brome-Missisquoi inc.  | 52 372,00 \$ |
| L'association des droits des minorités du Grand Châteauguay  | 28 000,00 \$ |
| Le centre d'information communautaire de St-Hyacinthe  | 31 283,00 \$ |
| Le service d'économie familiale de Cowansville et de la région des Montagnes   | 3 614,00 \$  |
| Mouvement action chômage de St-Hyacinthe   | 45 485,00 \$ |
| Mouvement action chômage Longueuil inc.  | 13 491,00 \$ |
| Organisation populaire des droits sociaux de Valleyfield   | 40 000,00 \$ |
| Regroupement des assistés sociaux du Bas-Richelieu   | 44 000,00 \$ |
| Regroupement des chômeurs et chômeuses de la région Sorel-Tracy inc.   | 40 000,00 \$ |
| Regroupement des usagers du transport adapté et collectif du Haut-Richelieu  | 35 600,00 \$ |
| Regroupement maskoutain des utilisateurs du transport adapté   | 40 000,00 \$ |
| Réseau d'information et d'aide aux personnes assistées sociales de Châteauguay (R.I.A.P.A.S.)                              | 20 000,00 \$ |
| Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie   | 55 000,00 \$ |
| Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie (T.R.O.V.E.P.)                           | 61 036,00 \$ |



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31A - ( 1 -16 )

|   |   |  |                            |
|---|---|--|----------------------------|
| <b>Titre</b>  | Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005. |  |                            |
| <b>PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits</b> |   |  |                            |
| <b>Région 16 - Montérégie</b>                                   |   |  |                            |
|   | <i>Nom de l'organisme</i>   |  | <i>Subventions versées</i> |

1 414 913,00 \$

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31A - ( 1 -17 )

**Titre** Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005.

### PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits

#### Région 17 - Centre-du-Québec

##### *Nom de l'organisme*

##### *Subventions versées*

|   |                      |
|---|----------------------|
| Association coopérative d'économie familiale (ACEF) des Bois-Francis  | 61 109,00 \$         |
| Association des groupes d'éducation populaire autonome, Centre-du-Québec  | 53 672,00 \$         |
| Association des locataires des Bois-Francis   | 37 582,00 \$         |
| Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.)<br>section Drummondville inc. | 39 285,00 \$         |
| C.D.P.A.S.-VICTO (Comité pour les droits des personnes assistées sociales)  | 40 714,00 \$         |
| La table de concertation du mouvement des femmes Centre du Québec   | 55 000,00 \$         |
| Le regroupement des sans-emploi de la MRC de L'Érable   | 33 000,00 \$         |
| Mouvement des personnes d'abord de Drummondville  | 45 355,00 \$         |
| R.D.D.S. Regroupement de défense des droits sociaux du district de Drummond   | 37 918,00 \$         |
| RATTACQ Regroupement d'aide aux travailleurs et travailleuses accidentés du Centre du Québec                                    | 47 228,00 \$         |
| Regroupement des sans-emplois de Victoriaville  | 49 643,00 \$         |
| Regroupement d'organismes de personnes handicapées du Centre-du-Québec (région 17)  | 62 896,00 \$         |
| Regroupement pour la défense des droits sociaux (R.D.D.S.) de la région de Nicolet inc.   | 37 918,00 \$         |
| Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec   | 55 000,00 \$         |
|   | <u>656 320,00 \$</u> |

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

31A - ( 3 - 1 )

|              |   |
|--------------|---|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005. |
|--------------|---|

|   |                            |
|---|----------------------------|
| <b>PROGRAMME SPD    Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome</b> |                            |
| <b>Région 01 - Bas-Saint-Laurent</b>  |                            |
| <i>Nom de l'organisme</i>   | <i>Subventions versées</i> |
| Corporation de développement communautaire du K.R.T.B.  | 3 150,00 \$                |
| Maison Élisabeth-Turgeon pour les familles  | 2 500,00 \$                |
| Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata                          | 3 960,00 \$                |
|   | <u>9 610,00 \$</u>         |

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31A - ( 3 - 2 )

**Titre** Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005.

**PROGRAMME SPD** Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome

Région 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean

*Nom de l'organisme*

*Subventions versées*

La ligue des droits et libertés de la personne du Saguenay Lac-St-Jean inc.

1 500,00 \$

1 500,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31A - ( 3 - 3 )

|              |   |
|--------------|---|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005. |
|--------------|---|

|   |                            |
|---|----------------------------|
| <b>PROGRAMME SPD    Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome</b> |                            |
| <b>Région 03 - Capitale-Nationale</b>   |                            |
| <i>Nom de l'organisme</i>   | <i>Subventions versées</i> |
| Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l'intégration des personnes handicapées    | 2 500,00 \$                |
| Centre d'action bénévole de Québec inc.   | 30 000,60 \$               |
| Fédération québécoise des centres communautaires de loisir                                      | 3 000,00 \$                |
| Fédération québécoise des centres communautaires de loisir                                      | 13 500,00 \$               |
| Fédération régionale des OSBL en habitation de Québec - Chaudière-Appalaches (FROHQC)           | 4 500,00 \$                |
| Patro de Charlesbourg inc.  | 24 193,80 \$               |
| Plan Nagua inc.   | 22 500,00 \$               |
| Regroupement des personnes handicapées visuelles (régions 03-12)                                | 4 500,00 \$                |
|   | <u>104 694,40 \$</u>       |

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31A - ( 3 - 4 )

**Titre** Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005.

**PROGRAMME SPD** Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome

**Région 04 - Mauricie**

*Nom de l'organisme*

*Subventions versées*

Centre des femmes L'héritage

2 000,00 \$

Regroupement d'organismes de promotion pour personnes handicapées - région Mauricie

4 100,00 \$

---

6 100,00 \$

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

80

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

31A - ( 3 - 5 )

**Titre** Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005.

### PROGRAMME SPD Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome

Région 05 - Estrie

*Nom de l'organisme*

*Subventions versées*

|  |                     |
|--|---------------------|
| Actions interculturelles de développement et d'éducation (AIDE) inc. | 39 600,00 \$        |
| Corporation de développement communautaire de Sherbrooke             | 20 610,00 \$        |
| Élixir ou L'assuétude d'Ève  | 22 500,00 \$        |
|  | <u>82 710,00 \$</u> |

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

31A - ( 3 - 6 )

**Titre** Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005.

### PROGRAMME SPD Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome

#### Région 06 - Montréal

##### Nom de l'organisme

##### Subventions versées

|  |                             |
|--|-----------------------------|
| Action pour la solidarité, l'équité, l'environnement et le développement (ASEED)                       | 31 500,00 \$                |
| Association des haltes-garderies communautaires du Québec AHGCQ  | 36 000,00 \$                |
| Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec   | 3 500,00 \$                 |
| Association des services de réhabilitation sociale du Québec inc.                                      | 1 500,00 \$                 |
| Association L'amitié n'a pas d'âge   | 15 750,00 \$                |
| Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.) inc. | 39 960,00 \$                |
| Association québécoise de l'encéphalomyélite myalgique   | 19 800,00 \$                |
| Association québécoise des centres communautaires pour aînés   | 19 800,00 \$                |
| Centre Berthiaume-Du Tremblay  | 630,00 \$                   |
| Centre de formation populaire C.F.P.   | 4 000,00 \$                 |
| Comité des femmes du Haut-Anjou  | 5 000,00 \$                 |
| Comité-Logement centre-sud de Montréal   | 31 500,00 \$                |
| Conseil communautaire de Côte-des-Neiges et Snowdon  | 2 600,00 \$                 |
| Front commun des assistés sociaux du Québec inc.   | 3 500,00 \$                 |
| Front commun des assistés sociaux du Québec inc.   | 31 500,00 \$                |
| Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal   | 4 000,00 \$                 |
| La ligue des droits et libertés  | 2 000,00 \$                 |
| La ligue des droits et libertés  | 17 280,00 \$                |
| Le journal de la rue   | 40 500,00 \$                |
| Leucan inc.  | 9 000,00 \$                 |
| Nourri-Source - Montréal   | 3 000,00 \$                 |
| Radio Centre-Ville Saint-Louis   | 18 000,00 \$                |
| Regroupement des auberges du coeur du Québec   | 40 500,00 \$                |
| Regroupement des auberges du coeur du Québec   | 2 500,00 \$                 |
| Regroupement québécois du parrainage civique   | 36 000,00 \$                |
| Relais-Femmes  | 67 500,00 \$                |
| Relais-Femmes  | 6 000,00 \$                 |
| Réseau de l'action bénévole du Québec  | 100 000,00 \$               |
| Réseau québécois d'action pour la santé des femmes   | 3 000,00 \$                 |
| Réseau québécois des organismes sans but lucratif d'habitation   | 17 550,00 \$                |
| Société de développement communautaire de Montréal, (SODECM)   | 4 000,00 \$                 |
| Table des groupes de femmes de Montréal  | 13 500,00 \$                |
| Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal                           | 9 000,00 \$                 |
|  | <b><u>639 870,00 \$</u></b> |



ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31A - ( 3 - 8 )

|   |   |                            |
|---|---|----------------------------|
| <b>Titre</b>  | Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005. |                            |
| <b>PROGRAMME SPD    Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome</b> |   |                            |
| <b>Région 08 - Abitibi-Témiscamingue</b>  |   |                            |
| <i>Nom de l'organisme</i>   |   | <i>Subventions versées</i> |
| Solidarité rurale Abitibi-Témiscamingue   |   | 11 250,00 \$               |
|   |   | <u>11 250,00 \$</u>        |

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31A - ( 3 - 9 )

**Titre** Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005.

**PROGRAMME SPD Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome**

**Région 09 - Côte-Nord**

*Nom de l'organisme*

*Subventions versées*

|  |                     |
|--|---------------------|
| Association des côtiers de la Basse Côte-Nord inc.   | 4 000,00 \$         |
| Association des côtiers de la Basse Côte-Nord inc.   | 31 500,00 \$        |
| Le module d'épanouissement à la vie de Sept-Îles   | 7 200,00 \$         |
| Table de concertation régionale des organismes communautaires et bénévoles de la Côte-Nord | 6 615,00 \$         |
|  | <u>49 315,00 \$</u> |

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

**31A - ( 3 -12 )**

| <p><b>Titre</b>      Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005.</p> |                                   |
|--|-----------------------------------|
| <p><b>PROGRAMME SPD    Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome</b></p>   |                                   |
| <p><b>Région 12 - Chaudière-Appalaches</b></p>   |                                   |
| <p><i>Nom de l'organisme</i></p>   | <p><i>Subventions versées</i></p> |
| Corporation de développement communautaire de Lévis  | 27 000,00 \$                      |
| Regroupement des proches aidants de Bellechasse  | 25 200,00 \$                      |
|  | <hr/> <p><u>52 200,00 \$</u></p>  |

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

31A - ( 3 -13 )

|              |   |
|--------------|---|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005. |
|--------------|---|

| PROGRAMME SPD    Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome |                            |
|--|----------------------------|
| Région 13 - Laval  |                            |
| <i>Nom de l'organisme</i>  | <i>Subventions versées</i> |

**ALTA (Association lavalloise pour le transport adapté) inc.**

17 910,00 \$

17 910,00 \$

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

86

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31A - ( 3 -14 )

**Titre** Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005.

**PROGRAMME SPD** Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome

**Région 14 - Lanaudière**

*Nom de l'organisme*

*Subventions versées*

Centre d'études sur l'action communautaire et bénévole

22 050,00 \$

22 050,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche                                    31A - ( 9 - 7 )

|              |   |
|--------------|---|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005. |
|--------------|---|

|  |                            |
|--|----------------------------|
| <b>PROGRAMME SPA    Soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache</b> |                            |
| <b>Région 07 - Outaouais</b>   |                            |
| <i>Nom de l'organisme</i>  | <i>Subventions versées</i> |
| Centre d'artisanat d'Otter Lake inc.   | 8 803,00 \$                |
| Corporation de développement communautaire de Pontiac  | 18 000,00 \$               |
| Corporation de développement communautaire Rond Point  | 60 000,00 \$               |
| Option femmes emploi   | 28 000,00 \$               |
|  | <u>114 803,00 \$</u>       |



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

**31A - ( 9 -11 )**

| <p><b>Titre</b> Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005.</p> |   |
|---|---|
| <p><b>PROGRAMME SPA Soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache</b></p> <p><b>Région 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine</b></p>                                  |   |
| <p><i>Nom de l'organisme</i></p>  | <p><i>Subventions versées</i></p>       |
| Comité d'éducation populaire autonome de St-Godefroi  | 6 599,00 \$                             |
| Comité d'éducation populaire autonome, secteur Matapédia  | 10 040,00 \$                            |
| Oeuvres communautaires gaspésiennes inc.  | 7 483,00 \$                             |
|   | <hr/> <p><b><u>24 122,00 \$</u></b></p> |



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

98

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31A - ( 9 -12 )

**Titre** Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005.

### PROGRAMME SPA Soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache

#### Région 12 - Chaudière-Appalaches

##### *Nom de l'organisme*

##### *Subventions versées*

|   |                      |
|---|----------------------|
| Au point... où j'en suis                                      | 16 000,00 \$         |
| Centre J'ai du génie  | 12 000,00 \$         |
| Corporation de développement communautaire Beauce-Etchemins   | 60 000,00 \$         |
| Corporation de développement communautaire Bellechasse        | 36 000,00 \$         |
| Corporation de développement communautaire de L'Amiante       | 60 000,00 \$         |
| Corporation de développement communautaire de Lévis           | 60 000,00 \$         |
| Corporation de développement communautaire de Lotbinière inc. | 60 000,00 \$         |
| La ressource de Lotbinière                                    | 10 000,00 \$         |
| Ouvre ton coeur à l'espoir                                    | 10 000,00 \$         |
|   | <u>324 000,00 \$</u> |

## *ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005*

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

31A - ( 9 -13 )

|              |   |  |
|--------------|---|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005. |  |
|--------------|---|--|

|  |  |                            |
|--|--|----------------------------|
| <b>PROGRAMME SPA    Soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache</b> |  |                            |
| <b>Région 13 - Laval</b>   |  |                            |
| <i>Nom de l'organisme</i>  |  | <i>Subventions versées</i> |
| Corporation de développement communautaire de Laval  |  | 60 000,00 \$               |
| Société communautaire lavalloise d'emprunt (SOCLE)   |  | 56 000,00 \$               |
|  |  | <u>116 000,00 \$</u>       |

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

100

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

31A - ( 9 -15 )

**Titre** Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005.

### PROGRAMME SPA Soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache

#### Région 15 - Laurentides

*Nom de l'organisme*

*Subventions versées*

|   |                      |
|---|----------------------|
| Fonds communautaire d'accès au micro-crédit | 56 000,00 \$         |
| Fonds d'emprunt communautaire féminin       | 56 000,00 \$         |
| Projets communautaires des Laurentides      | 28 000,00 \$         |
|   | <u>140 000,00 \$</u> |

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31A - ( 9 -16 )

|              |   |
|--------------|---|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005. |
|--------------|---|

| <b>PROGRAMME SPA    Soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache</b> |                            |
|--|----------------------------|
| <b>Région 16 - Montérégie</b>  |                            |
| <i>Nom de l'organisme</i>  | <i>Subventions versées</i> |
| Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry                                 | 60 000,00 \$               |
| Corporation de développement communautaire de Brome-Missisquoi                                   | 60 000,00 \$               |
| Corporation de développement communautaire de La Haute-Yamaska                                   | 60 000,00 \$               |
| Corporation de développement communautaire de Vaudreuil-Soulanges                                | 60 000,00 \$               |
| Corporation de développement communautaire des Maskoutains (C.D.C. des Maskoutains)              | 60 000,00 \$               |
| Corporation de développement communautaire du Bas-Richelieu                                      | 60 000,00 \$               |
| Corporation de développement communautaire du Haut-Richelieu                                     | 60 000,00 \$               |
| Corporation de développement communautaire du Haut-St-Laurent                                    | 60 000,00 \$               |
| La corporation de développement communautaire de Longueuil inc.                                  | 60 000,00 \$               |
| Maison d'animation populaire de Sorel incorporée   | 15 068,00 \$               |
|  | <u>555 068,00 \$</u>       |

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

102

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

31A - ( 9 -17 )

**Titre** Dans chacun des programmes : liste des organismes subventionnés ainsi que le montant versé à chacun pour l'ensemble du Québec et pour chacune des régions pour 2004-2005.

### PROGRAMME SPA Soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache

#### Région 17 - Centre-du-Québec

##### *Nom de l'organisme*

##### *Subventions versées*

|   |                      |
|---|----------------------|
| Corporation de développement communautaire de la MRC de Bécancour | 60 000,00 \$         |
| Corporation de développement communautaire de L'Érable inc.       | 60 000,00 \$         |
| Corporation de développement communautaire des Bois-Francis inc.  | 86 314,00 \$         |
| Corporation de développement communautaire Drummond inc.          | 68 997,00 \$         |
| Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska        | 60 000,00 \$         |
| Les groupes populaires associés de Drummond inc.                  | 26 075,00 \$         |
| Table nationale des corporations de développement communautaire   | 88 000,00 \$         |
|   | <u>449 386,00 \$</u> |

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF31B

### Titre

Dans chacun des programmes :  
politique et critères d'attribution des subventions

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

#### *Critères d'admissibilité aux programmes*

- Être un organisme sans but lucratif légalement constitué en vertu de la 3<sup>e</sup> partie de la loi sur les compagnies du Québec ou de la 2<sup>e</sup> partie de la Loi sur les corporations canadiennes si la majorité des activités se déroule au Québec;
- démontrer un enracinement dans la communauté;
- entretenir une vie associative et démocratique;
- être libre de déterminer sa mission, ses orientations ainsi que ses approches et ses pratiques.
- De plus, l'organisme ou le regroupement d'organismes doit avoir une mission en action communautaire autonome, c'est-à-dire :
  - avoir été constitué à l'initiative de la communauté;
  - poursuivre une mission sociale qui lui est propre et qui favorise la transformation sociale;
  - faire preuve de pratiques citoyennes et d'approches larges axées sur la globalité de la problématique abordée, c'est-à-dire entre autres agir sur les causes des situations problématiques et intervenir auprès d'une catégorie de personnes ou de diverses populations plutôt qu'uniquement auprès de ses membres;
  - être dirigé par un conseil d'administration indépendant du réseau public.

#### *Facteurs d'exclusion aux programmes*

Sont exclus des programmes :

- les organismes ou les regroupements d'organismes dont les activités ne s'apparentent pas à l'action communautaire autonome, tels les fondations engagées en priorité dans la collecte et la redistribution de fonds et tout organisme ou regroupement d'organismes dont la mission ou les activités sont de nature politique partisane, religieuse, syndicale ou professionnelle;
- les demandes visant à combler un déficit accumulé de même que celles visant l'achat ou la rénovation de biens immobiliers et de véhicules de transport.

#### *Programme de soutien à la défense collective des droits*

Le programme vise à soutenir et à consolider financièrement, à partir du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, au palier national, les organismes et les regroupements d'organismes dont la mission unique ou principale est la défense collective des droits.

La défense collective des droits se manifeste, entre autres, par une action politique non partisane, par la représentation des personnes lésées auprès de différentes instances, par la mobilisation sociale et par l'éducation populaire autonome.

Le soutien financier de l'organisme est versé dans le cadre d'une entente triennale signée avec le SACA, sous la forme d'un montant forfaitaire pour assurer une partie des coûts admissibles relatifs à l'accomplissement de la mission globale de l'organisme ou du regroupement d'organismes.

### ***Critères d'appréciation de la demande***

- La définition de la défense collective des droits s'applique à l'organisme ou au regroupement d'organismes;
- le rayonnement dans la communauté, les activités ou les services offerts par l'organisme ou le regroupement ainsi que les modes d'intervention;
- l'intensité de la vie associative de l'organisme ou du regroupement d'organismes;
- l'équité entre les organismes comparables;
- le besoin de consolidation ou de développement de l'organisme ou du regroupement d'organismes;
- le réalisme des prévisions budgétaires présentées;
- les démarches faites pour assurer la diversité des contributions financières, les prêts de personnel ainsi que les prêts de ressources matérielles et techniques;
- l'étendue du territoire et la densité démographique et l'éloignement des centres décisionnels;
- la présence d'autres organismes ou de regroupements d'organismes ayant la même mission et offrant les mêmes activités auprès des mêmes personnes visées.

### ***Programme de soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome***

Le programme a pour but de favoriser la réalisation de projets ponctuels et d'activités spéciales visant le développement et le rayonnement de l'expertise québécoise en matière d'action bénévole et d'action communautaire autonome aux paliers local, régional, national ou international. Les projets présentés doivent prioritairement s'adresser aux acteurs du milieu communautaire afin de les outiller dans la pratique de leurs actions. Ils sont d'une durée d'une année.

Pour l'exercice 2004-2005, les projets présentés dans le cadre de ce programme doivent s'inscrire dans les thématiques suivantes :

- Expérimentation et autoévaluation au sein des organismes communautaires;
- Formation et perfectionnement en gestion en milieu communautaire;
- Soutien et recrutement des bénévoles;
- Promotion de l'action bénévole.

Les projets qui s'inscrivent dans les activités régulières de l'organisme sont exclus.

Le soutien financier est octroyé en deux versements : le premier, qui représente 90 % du montant global accordé, sera versé après la signature du protocole d'entente par le SACA et le solde sera payé après le dépôt du rapport final du projet.

### **Critères d'appréciation de la demande de soutien financier**

L'analyse des projets présentés par l'organisme ou le regroupement d'organismes s'appuiera sur les critères d'appréciation suivants :

- les caractéristiques du projet;
- les objectifs;
- les activités et l'originalité;
- le réalisme de la planification et la pertinence des activités prévues;
- la capacité de l'organisme ou du regroupement d'organismes à réaliser le projet;
- les retombées du projet sur le développement de l'action communautaire et sur les pratiques des acteurs au sein des organismes;
- la diversité des contributions financières et les prêts de personnel, de ressources matérielles et techniques;
- l'étendue du territoire et la densité démographique;
- l'originalité du projet;
- les disponibilités financières du programme.

***Programme de soutien aux organismes et regroupements d'organismes sans port d'attache***

Le programme s'adresse aux organismes et aux regroupements qui ont déjà conclu une entente triennale avec le SACA ou seront référés par un ministère au 1<sup>er</sup> avril 2004 dans le cadre de l'opération transfert des organismes communautaires.

L'objectif visé par le programme est de permettre aux organismes et aux regroupements financés en 2003-2004 au sein de l'appareil gouvernemental et qui sont sans port d'attache d'être soutenus financièrement.

Aucune nouvelle demande n'est acceptée dans ce programme.

Le soutien financier de l'organisme est versé dans le cadre d'une entente triennale signée avec le SACA.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

31C

|       |   |
|-------|---|
| Titre | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée |
|-------|---|

Répartition régionale

Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec

| ÉTAT DES DEMANDES INITIALES REFUSÉES PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION |  |  |  |
|--|--|--|--|
| RÉGIONS  | Nombre de demandes initiales refusées au programme DDD | Nombre de demandes initiales refusées au programme SPD | Nombre de demandes initiales refusées au programme SPA |
| 01 - Bas-Saint-Laurent   | 2  | 8  | 0  |
| 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean                                     | 6  | 17   | 0  |
| 03 - Capitale-Nationale  | 9  | 20   | 0  |
| 04 - Mauricie  | 3  | 15   | 0  |
| 05 - Estrie  | 5  | 9  | 0  |
| 06 - Montréal  | 20   | 72   | 0  |
| 07 - Outaouais   | 3  | 8  | 0  |
| 08 - Abitibi-Témiscamingue                                       | 4  | 5  | 0  |
| 09 - Côte-Nord   | 2  | 5  | 0  |
| 10 - Nord-du-Québec  | 1  | 1  | 0  |
| 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine                               | 2  | 6  | 0  |
| 12 - Chaudière-Appalaches  | 4  | 7  | 0  |
| 13 - Laval   | 0  | 5  | 0  |
| 14 - Lanaudière  | 3  | 18   | 0  |
| 15 - Laurentides   | 2  | 7  | 0  |
| 16 - Montérégie  | 13   | 16   | 0  |
| 17 - Centre-du-Québec  | 0  | 6  | 0  |
| TOTAL  | 79   | 225  | 0  |

Total des demandes initiales refusées 304

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31C - ( 1 - 1 )

|       |  |
|-------|--|
| Titre | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|-------|--|

|                       |  |
|-----------------------|--|
| PROGRAMME DDD         | Soutien à la défense collective des droits |
|                       | Région 01 - Bas-Saint-Laurent              |
| Numéro de l'organisme | Nom de l'organisme                         |

|            |  |
|------------|--|
| 01-00-4909 | Coalition témiscouataine pour l'enrichissement collectif |
| 01-00-5265 | Comité logement Rivière-du-Loup                          |

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

**31C - ( 1 - 2 )**

| Titre | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|-------|--|
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |
|       |  |

|  |                           |
|--|---------------------------|
| <b>PROGRAMME DDD    Soutien à la défense collective des droits</b> |                           |
| <b>Région 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean</b>                         |                           |
| <i>Numéro de l'organisme</i>                                       | <i>Nom de l'organisme</i> |

|            |   |
|------------|---|
| 02-01-2176 | Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.)<br>section Alma inc.   |
| 02-00-4903 | Association québécoise pour la défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (A.Q.D.R.)<br>section St-Félicien |
| 02-01-2636 | Comité de l'environnement de Chicoutimi   |
| 02-00-4267 | Mouvement action chômage Saguenay-Lac-St-Jean   |
| 02-00-4915 | Regroupement régional de citoyennes et citoyens pour la sauvegarde de l'environnement   |
| 02-01-0874 | Service budgétaire et communautaire de la MRC Maria Chapdelaine   |

## ***ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006***

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

**31C - ( 1 - 3 )**

|              |  |
|--------------|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|--------------|--|

| PROGRAMME DDD    Soutien à la défense collective des droits |  |
|---|--|
| Région 03 - Capitale-Nationale                              |  |
| <i>Numéro de l'organisme</i>                                | <i>Nom de l'organisme</i>  |
| 03-00-5264  | Avocats sans frontières Québec                                   |
| 03-01-1482  | Carrefour familial des personnes handicapées                     |
| 03-00-4182  | Confédération des associations latino-américaines de Québec      |
| 03-00-5266  | Corporation de développement communautaire de la Côte-de-Beaupré |
| 03-00-4036  | Groupe femmes, politique et démocratie                           |
| 03-05-2201  | Jeunesse ouvrière chrétienne région de Québec                    |
| 03-00-5020  | Regroupement des utilisateurs du transport adapté - Québec       |
| 03-01-3447  | Regroupement pour l'intégration sociale de Charlevoix            |
| 03-01-2829  | Réseau du forum social de Québec Chaudière-Appalaches            |

## *ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006*

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31C - ( 1 - 4 )

|              |  |
|--------------|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|--------------|--|

| PROGRAMME DDD    Soutien à la défense collective des droits |  |
|---|--|
| Région 04 - Mauricie  |  |
| <i>Numéro de l'organisme</i>                                | <i>Nom de l'organisme</i>                    |
| 04-01-2643  | H.S.I. Handicaps soleil inc.                 |
| 04-05-2288  | La société Alzheimer de la Mauricie          |
| 04-01-3545  | Maison de la famille du Bassin de Maskinongé |

## *ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006*

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

**31C - ( 1 - 5 )**

|              |  |
|--------------|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|--------------|--|

| PROGRAMME DDD    Soutien à la défense collective des droits |  |
|---|--|
| Région 05 - Estrie  |  |
| <i>Numéro de l'organisme</i>                                | <i>Nom de l'organisme</i>  |
| 05-01-0888  | Association Épilepsie-Estrie inc.  |
| 05-01-3661  | Association estrienne pour l'information et la formation des aînés et aînées (AEIFA)   |
| 05-01-3261  | Espace-Estrie  |
| 05-00-4421  | Promotion des estriennes pour initier une nouvelle équité sociale (P.E.P.I.N.E.S.)   |
| 05-00-5122  | RAPPEL Regroupement des associations pour la protection de l'environnement des lacs et cours d'eau de l'Estrie et du Haut-Bassin de la St-François |

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31C - ( 1 - 6 )

|              |  |
|--------------|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|--------------|--|

|  |   |
|--|---|
| <b>PROGRAMME DDD    Soutien à la défense collective des droits</b> |   |
| <b>Région 06 - Montréal</b>  |   |
| <i>Numéro de l'organisme</i>                                       | <i>Nom de l'organisme</i>   |
| 06-00-5124   | Actions Bethel du Canada (ABC)  |
| 06-00-5256   | Association des bénévoles Huaguang  |
| 06-00-5249   | Association des secondes épouses et conjointes du Québec inc.   |
| 06-00-4765   | Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et pré-retraitées (A.Q.D.R.) section Hochelaga-Maisonneuve inc. |
| 06-01-2947   | Carrefour d'aide aux nouveaux arrivants   |
| 06-00-5329   | Centre d'action populaire de solidarité du Québec inc.  |
| 06-00-3981   | Centre de ressources familiales du Québec   |
| 06-00-3909   | Centre famille & ressource A.D.D.   |
| 06-00-5019   | Comité des droits sociaux du sud-ouest de Montréal  |
| 06-00-5253   | Comité logement de Lachine  |
| 06-00-4908   | Comité logement de Montréal-Nord  |
| 06-00-4118   | Femmes averties   |
| 06-00-4906   | Forum d'action des communautés culturelles  |
| 06-00-4397   | Groupe maman, Mouvement pour l'autonomie dans la maternité et pour l'accouchement naturel   |
| 06-00-5259   | L' ACAUSE ( L'association communautaire d'aide et d'union des sans-emploi)  |
| 06-00-5112   | Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG)   |
| 06-00-5258   | Regroupement des organismes pour aînés et aînées du sud-ouest de Montréal (ROPASOM)   |
| 06-00-5268   | Réseaux pour l'avenir WSEP  |
| 06-03-2794   | Service de nutrition et d'action communautaire (SNAC)   |
| 06-00-5254   | Table de concertation en violence conjugale de Montréal   |

## *ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006*

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

**31C - ( 1 - 7 )**

|              |  |
|--------------|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|--------------|--|

|   |                           |
|---|---------------------------|
| PROGRAMME DDD    Soutien à la défense collective des droits |                           |
| Région 07 - Outaouais                                       |                           |
| <i>Numéro de l'organisme</i>                                | <i>Nom de l'organisme</i> |

|            |  |
|------------|--|
| 07-00-4205 | Alliance autochtone local 18 Maniwaki inc. |
| 07-00-4360 | Groupe communautaire Deschênes             |
| 07-00-3820 | La maison Alonzo Wright                    |



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31C - ( 1 - 8 )

|              |  |
|--------------|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|--------------|--|

|   |   |
|---|---|
| <b>PROGRAMME DDD</b> Soutien à la défense collective des droits |   |
| Région 08 - Abitibi-Témiscamingue                               |   |
| <i>Numéro de l'organisme</i>                                    | <i>Nom de l'organisme</i>   |
| 08-00-4897  | Action boréale de l'Abitibi-Témiscamingue (ABAT)  |
| 08-00-4420  | AQDR-MRC Rouyn-Noranda  |
| 08-00-4437  | L'association des travailleuses et des travailleurs accidentés de l'Abitibi-Témiscamingue |
| 08-00-4522  | Mouvement serein d'Abitibi-Est  |

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31C - ( 1 - 9 )

|              |  |
|--------------|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|--------------|--|

|                              |   |
|------------------------------|---|
| <b>PROGRAMME DDD</b>         | <b>Soutien à la défense collective des droits</b> |
|                              | <b>Région 09 - Côte-Nord</b>                      |
| <i>Numéro de l'organisme</i> | <i>Nom de l'organisme</i>                         |

|            |  |
|------------|--|
| 09-01-2792 | Association de la fibromyalgie et de la fatigue chronique de Manicouagan et de la Haute Côte-Nord inc. |
| 09-00-5255 | Fondation Liza-Hamel   |

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006****DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

# de fiche 31C - ( 1 - 10 )

|              |  |
|--------------|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|--------------|--|

|                      |  |
|----------------------|--|
| <b>PROGRAMME DDD</b> | Soutien à la défense collective des droits |
|----------------------|--|

|  |                            |
|--|----------------------------|
|  | Région 10 - Nord-du-Québec |
|--|----------------------------|

|                                  |                           |
|----------------------------------|---------------------------|
| <i>Numéro de<br/>l'organisme</i> | <i>Nom de l'organisme</i> |
|----------------------------------|---------------------------|

10-00-5250

Comité condition féminine Baie-James

## *ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006*

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

**31C - ( 1 - 11 )**

|              |  |
|--------------|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|--------------|--|

| PROGRAMME DDD    Soutien à la défense collective des droits |   |
|---|---|
| Région 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine                   |   |
| <i>Numéro de l'organisme</i>                                | <i>Nom de l'organisme</i>   |
| 11-00-5260  | Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) L'espoir des îles |
| 11-01-1094  | L'association des personnes handicapées du secteur CLSC L'estran inc.                         |

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31C - ( 1 - 12 )

|       |  |
|-------|--|
| Titre | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|-------|--|

|                       |  |
|-----------------------|--|
| PROGRAMME DDD         | Soutien à la défense collective des droits |
|                       | Région 12 - Chaudière-Appalaches           |
| Numéro de l'organisme | Nom de l'organisme                         |

|            |  |
|------------|--|
| 12-01-1936 | Fondation Lucille Perreault                        |
| 12-00-4184 | La section Lévis-Rive-Sud de l'A.Q.D.R.            |
| 12-00-4920 | Mouvement Personne d'abord de Chaudière-Appalaches |
| 12-00-4524 | Vision femmes Beauce-Sartigan                      |

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006****DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

# de fiche

31C - ( 1 - 14 )

|              |  |
|--------------|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|--------------|--|

**PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits****Région 14 - Lanaudière****Numéro de  
l'organisme****Nom de l'organisme**

14-00-4033

Association pour l'air pur

14-00-4923

Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées (AQDR),  
section L'Assomption

14-01-1539

Centre d'entraide Mandeville inc.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31C - ( 1 - 15 )

|       |  |
|-------|--|
| Titre | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|-------|--|

|                       |  |
|-----------------------|--|
| PROGRAMME DDD         | Soutien à la défense collective des droits |
|                       | Région 15 - Laurentides                    |
| Numéro de l'organisme | Nom de l'organisme                         |

|            |  |
|------------|--|
| 15-00-4407 | Regroupement des usagers du transport adapté de la MRC Rivière-du-Nord |
| 15-00-5242 | Regroupement des usagers du transport adapté des Patriotes             |

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

31C - ( 1 - 16 )

**Titre** Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

**PROGRAMME DDD Soutien à la défense collective des droits**

**Région 16 - Montérégie**

*Numéro de  
l'organisme*

*Nom de l'organisme*

|            |  |
|------------|--|
| 16-05-2139 | Association des devenus sourds et des malentendants du Québec secteur Sud-Ouest          |
| 16-01-1984 | Association des personnes handicapées Sorel-Tracy inc.                                   |
| 16-01-3484 | Association québécoise des troubles d'apprentissage de Bedford, section Brome-Missisquoi |
| 16-00-5251 | Centre de femmes "L'autonomie en soie"   |
| 16-00-4914 | Comité de pleine indexation des retraités  |
| 16-00-4386 | Conserfor de St-Hubert (Longueuil)   |
| 16-00-5257 | Convergence femmes Roussillon (C.F.R.)   |
| 16-01-3171 | Fondation Marie-Ève Saulnier   |
| 16-02-1832 | La maison des jeunes de Beaujeu  |
| 16-01-2801 | Maison de la famille valoise inc.  |
| 16-05-1871 | Regroupement des accidentés de la Montérégie   |
| 16-00-4403 | Regroupement des usagers du transport adapté des MRC Rouville et Vallée-du-Richelieu     |
| 16-00-4385 | Réseau d'aide en droit social et du travail de Vaudreuil-Soulanges                       |



ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31C - ( 3 - 1 )

|       |  |
|-------|--|
| Titre | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|-------|--|

|                       |   |
|-----------------------|---|
| PROGRAMME SPD         | Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome |
|                       | Région 01 - Bas-Saint-Laurent   |
| Numéro de l'organisme | Nom de l'organisme  |
| 01-01-1989            | Association des personnes handicapées visuelles du Bas-Saint-Laurent    |
| 01-01-3640            | Centre de ressources en intervention populaire de l'Est inc.            |
| 01-00-5132            | Centre-Accompagnement-Deuil-Soutien                                     |
| 01-00-4791            | Comité d'éducation populaire Mitis-Neigette inc.                        |
| 01-00-3890            | Les grands amis de la région de Matane                                  |
| 01-01-1263            | Maison des familles de la Matapédia                                     |
| 01-01-2847            | Re-Source familles  |
| 01-00-5331            | Télévision communautaire de la Vallée de la Matapédia inc.              |

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31C - ( 3 - 2 )

|              |  |
|--------------|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|--------------|--|

|                              |  |
|------------------------------|--|
| <b>PROGRAMME SPD</b>         | <b>Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome</b> |
|                              | <b>Région 02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean</b>                                     |
| <b>Numéro de l'organisme</b> | <b>Nom de l'organisme</b>  |

|            |  |
|------------|--|
| 02-00-3837 | Association de parents d'enfants ayant un déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (A.P.E.D.A.H.) Sagamie |
| 02-00-4358 | Association de soutien et d'informations face à la douleur (A.S.I.D.)  |
| 02-01-1067 | Association des personnes handicapées visuelles de la région 02 inc.   |
| 02-01-2536 | Centre d'action bénévole de Chicoutimi inc.  |
| 02-03-0666 | Centre d'action bénévole L'atelier communautaire de St-Félicien  |
| 02-06-4681 | Corporation de développement communautaire Lac Saint-Jean Est  |
| 02-00-4481 | Groupe d'action communautaire de l'A.P.R.S. inc.   |
| 02-06-0265 | La corporation de développement communautaire des Deux-Rives   |
| 02-01-1581 | Le centre populaire de Roberval  |
| 02-00-5300 | L'entreprise jeunesse de la maison des jeunes de Laterrière  |
| 02-02-2842 | Local jeunes centre-ville de Chicoutimi  |
| 02-02-1790 | Maison de jeunes de St-Prime   |
| 02-02-1313 | Maison des jeunes (12-18) L'entre-parenthèse de Chambord   |
| 02-00-4682 | Moisson d'Alma   |
| 02-01-1419 | Parents-Branchés   |
| 02-01-0874 | Service budgétaire et communautaire de la MRC Maria Chapdelaine  |
| 02-00-5356 | Table régionale des organismes communautaires 02 (T.R.O.C. 02)   |

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31C - ( 3 - 3 )

|              |  |
|--------------|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|--------------|--|

|                              |   |
|------------------------------|---|
| <b>PROGRAMME SPD</b>         | <b>Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome</b>                                  |
|                              | <b>Région 03 - Capitale-Nationale</b>   |
| <i>Numéro de l'organisme</i> | <i>Nom de l'organisme</i>   |
| 03-00-3872                   | Association des laryngectomisés de Québec inc.  |
| 03-00-4916                   | Association droits et drogues   |
| 03-01-2160                   | Centre d'aide et d'action bénévole de Charlesbourg  |
| 03-00-5327                   | Club des aînés Les Saules   |
| 03-00-4429                   | Comité logement d'aide aux locataires   |
| 03-00-5325                   | Échange repos   |
| 03-00-5326                   | Fonds Toxiaide inc.   |
| 03-00-4050                   | Handi A   |
| 03-01-1315                   | Joujouthèque Basse-Ville  |
| 03-01-1049                   | Le centre communautaire L'amitié inc.   |
| 03-01-3198                   | Le Centrespoir-Charlesbourg inc.  |
| 03-01-2170                   | Les amis et amies de la terre de Québec   |
| 03-00-4830                   | Les récollets inc.  |
| 03-00-5293                   | Les scouts du district de Québec inc.   |
| 03-01-1993                   | Ligue des droits et libertés - section de Québec  |
| 03-00-4454                   | Loisirs Lebourgneuf inc.  |
| 03-00-4160                   | Maison de Lauberivière, Aide aux adultes en difficulté  |
| 03-02-2342                   | Maison des jeunes de Duberger   |
| 03-00-5252                   | Regroupement des organisations de bassin versant du Québec (ROBVQ)  |
| 03-05-3627                   | Table de concertation des organismes sociocommunautaires du territoire du CLSC La source, comté de Charlesbourg |

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31C - ( 3 - 4 )

|              |  |
|--------------|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|--------------|--|

|                              |   |
|------------------------------|---|
| <b>PROGRAMME SPD</b>         | <b>Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome</b>    |
|                              | <b>Région 04 - Mauricie</b>   |
| <i>Numéro de l'organisme</i> | <i>Nom de l'organisme</i>   |
| 04-01-3202                   | Bulletin communautaire Le tour d'y voir   |
| 04-03-3500                   | Centre d'action bénévole Laviolette   |
| 04-00-5107                   | Centre de prévention suicide du Haut Saint-Maurice                                |
| 04-01-2866                   | Centre de ressources pour la naissance région Mauricie inc.                       |
| 04-00-4537                   | Comité de concertation pour personnes handicapées du Trois-Rivières métropolitain |
| 04-04-1601                   | Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec                 |
| 04-05-2145                   | Épilepsie Mauricie Centre du Québec   |
| 04-00-4873                   | Fonds communautaire d'emprunt de la Mauricie                                      |
| 04-01-3271                   | La cité des mots  |
| 04-01-3271                   | La cité des mots  |
| 04-00-4099                   | La fenêtre, Centre d'accès aux arts   |
| 04-00-4839                   | Service d'aide au consommateur-région 04  |
| 04-00-4839                   | Service d'aide au consommateur-région 04  |
| 04-00-4839                   | Service d'aide au consommateur-région 04  |
| 04-00-4839                   | Service d'aide au consommateur-région 04  |

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31C - ( 3 - 5 )

|              |  |
|--------------|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|--------------|--|

|                              |  |
|------------------------------|--|
| <b>PROGRAMME SPD</b>         | <b>Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome</b>   |
|                              | <b>Région 05 - Estrie</b>  |
| <i>Numéro de l'organisme</i> | <i>Nom de l'organisme</i>  |
| 05-00-5334                   | Association des accidentés cérébraux de l'Estrie   |
| 05-01-2895                   | Association du Québec pour enfants avec problèmes auditifs (A.Q.E.P.A.) Estrie (05) inc.   |
| 05-03-0734                   | Carrefour du partage de Magog, Centre d'action bénévole inc.   |
| 05-01-1873                   | Centre pour femmes immigrantes de Sherbrooke   |
| 05-00-5354                   | Les grands frères et grandes soeurs de l'Estrie inc.   |
| 05-00-5355                   | Maison des jeunes Le point tournant de St-Denis-de-Brompton  |
| 05-00-5122                   | RAPPEL Regroupement des associations pour la protection de l'environnement des lacs et cours d'eau de l'Estrie et du Haut-Bassin de la St-François |
| 05-00-5335                   | Secours-Amitié (Estrie) inc.   |
| 05-00-4507                   | Service d'interprétation pour personnes sourdes de l'Estrie  |

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

31C - ( 3 - 6 )

**Titre** Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

### PROGRAMME SPD Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome

#### Région 06 - Montréal

*Numéro de  
l'organisme*

*Nom de l'organisme*

|            |   |
|------------|---|
| 06-01-1339 | "La maison des enfants" de l'île de Montréal  |
| 06-00-5276 | Archives populaires de Pointe St-Charles  |
| 06-00-5271 | Association d'entraide Ville-Marie inc.   |
| 06-05-2311 | Association des aides familiales du Québec  |
| 06-00-5256 | Association des bénévoles Huaguang  |
| 06-05-1492 | Association des haltes-garderies communautaires du Québec AHGCQ                         |
| 06-01-2582 | Association des locataires "Triangle Crémazie"  |
| 06-04-3476 | Association des médias écrits communautaires du Québec                                  |
| 06-00-4331 | Association du syndrome de Usher du Québec  |
| 06-01-1907 | Association haïtiano-canado-québécoise d'aide aux démunis                               |
| 06-01-1907 | Association haïtiano-canado-québécoise d'aide aux démunis                               |
| 06-05-1469 | Association québécoise des étudiants ayant des incapacités au post-secondaire (AQEIPS)  |
| 06-12-2406 | Ateliers d'éducation populaire du Plateau   |
| 06-00-5342 | Café 18-30 d'Ahuntsic   |
| 06-01-1147 | Carrefour des femmes d'Anjou  |
| 06-00-5340 | Carrefour d'interventions socio-culturelles (CISC)                                      |
| 06-00-4382 | Centre africain de développement et d'entraide inc.                                     |
| 06-00-4442 | Centre Berthiaume-Du Tremblay   |
| 06-01-2256 | Centre communautaire "Bon courage" de Place Benoît                                      |
| 06-00-5341 | Centre communautaire Cefedi   |
| 06-00-5329 | Centre d'action populaire de solidarité du Québec inc.                                  |
| 06-01-2372 | Centre d'animation St-Pierre de Montréal inc.   |
| 06-00-5247 | Centre de leadership pour la jeunesse Don Bosco   |
| 06-00-5290 | Centre d'écoute téléphonique et de renseignements des gais et lesbiennes du Québec inc. |
| 06-01-2383 | Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal inc.                              |
| 06-01-1292 | Centre humanitaire d'organisation de ressources et de références d'Anjou                |
| 06-00-5344 | Chantier d'Afrique du Canada (CHAFRIC)  |
| 06-00-4819 | Comité aviseur de l'action communautaire autonome                                       |
| 06-00-4913 | Comité chrétien pour les droits humains en Amérique Latine                              |
| 06-01-1325 | Comité des personnes assistées sociales de Pointe-St-Charles Montréal                   |
| 06-00-3938 | Communautaire   |
| 06-00-5299 | Concert'action Lachine  |
| 06-04-0100 | Confédération des organismes familiaux du Québec inc.                                   |
| 06-00-5274 | Corporation Haal  |
| 06-01-0002 | Croix-Rouge canadienne  |
| 06-04-1211 | F.R.O.N.T. Femmes regroupées en options non traditionnelles                             |
| 06-00-4029 | Fédération québécoise des sociétés Alzheimer  |
| 06-00-5306 | Festival international de reggae de Montréal inc.                                       |
| 06-00-5246 | Fondation Pride   |
| 06-00-5348 | Institut du nouveau monde   |
| 06-00-5345 | Institut Kurde de Montréal  |
| 06-00-5332 | INTER-CEP, L'alliance des centres d'éducation populaire                                 |
| 06-06-0871 | La CDC de la Pointe, région est de Montréal   |
| 06-00-5352 | La fondation des accidentés de la route (FAR)   |
| 06-00-5275 | La magnétothèque  |
| 06-01-2601 | La place des enfants  |
| 06-01-3798 | L'association volontaire de Chinois du Québec   |
| 06-01-3798 | L'association volontaire de Chinois du Québec   |
| 06-00-4683 | Le club de l'âge d'or « Le dragon d'or »  |



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31C - ( 3 - 7 )

|              |  |
|--------------|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|--------------|--|

|                      |  |
|----------------------|--|
| <b>PROGRAMME SPD</b> | <b>Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome</b> |
|----------------------|--|

**Région 07 - Outaouais**

*Numéro de  
l'organisme*

*Nom de l'organisme*

|            |  |
|------------|--|
| 07-01-2812 | Association des personnes handicapées visuelles de l'Outaouais                 |
| 07-00-5304 | Association des sportifs de Templeton-Ouest inc.                               |
| 07-00-4065 | Association pour personnes souffrant de douleur chronique                      |
| 07-00-4377 | Centre Parents-Enfants de la Haute-Gatineau                                    |
| 07-00-4094 | Corporation de développement communautaire de Pontiac                          |
| 07-01-3683 | Maison de l'amitié de Hull   |
| 07-00-5343 | Mouvement personne d'abord vallée de la Gatineau                               |
| 07-00-4461 | Regroupement des organismes communautaires de référence du Québec (ROCRQ) inc. |



# ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

130

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31C - ( 3 - 8 )

|              |  |
|--------------|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|--------------|--|

|                              |  |
|------------------------------|--|
| <b>PROGRAMME SPD</b>         | <b>Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome</b> |
|                              | <b>Région 08 - Abitibi-Témiscamingue</b>                                       |
| <b>Numéro de l'organisme</b> | <b>Nom de l'organisme</b>  |

|            |  |
|------------|--|
| 08-06-0518 | Corporation de développement communautaire d'Amos                  |
| 08-01-3547 | Les grands frères et grandes soeurs de l'Abitibi-Ouest             |
| 08-00-4950 | Refuge jeunesse Malartic inc.                                      |
| 08-01-1862 | Société Alzheimer de la Vallée de l'Or inc.                        |
| 08-01-2633 | Table de concertation locale pour personnes âgées du Témiscamingue |

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31C - ( 3 - 9 )

|       |  |
|-------|--|
| Titre | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|-------|--|

|                       |   |
|-----------------------|---|
| PROGRAMME SPD         | Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome |
|                       | Région 09 - Côte-Nord   |
| Numéro de l'organisme | Nom de l'organisme  |
| 09-00-5307            | Association de développement touristique de Tête-à-la-Baleine           |
| 09-00-4998            | Centre de jeunes La zone  |
| 09-00-5346            | La popote roulante " Les délices maison"                                |
| 09-00-5303            | Radio communautaire Tête-à-la-Baleine                                   |
| 09-00-3968            | Unité Domrémy de Baie-Comeau inc.                                       |

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

**31C - ( 3 - 10 )**

|              |  |
|--------------|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|--------------|--|

|   |                    |
|---|--------------------|
| PROGRAMME SPD     Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome |                    |
| Région 10 - Nord-du-Québec  |                    |
| Numéro de l'organisme   | Nom de l'organisme |

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006****DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

# de fiche 31C - ( 3 - 11 )

|              |  |
|--------------|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|--------------|--|

|                      |  |
|----------------------|--|
| <b>PROGRAMME SPD</b> | <b>Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome</b> |
|----------------------|--|

|  |  |
|--|--|
|  | <b>Région 11 - Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine</b> |
|--|--|

|                              |                           |
|------------------------------|---------------------------|
| <i>Numéro de l'organisme</i> | <i>Nom de l'organisme</i> |
|------------------------------|---------------------------|

|            |                      |
|------------|----------------------|
| 11-01-2616 | Carrefour-Ressources |
|------------|----------------------|

|            |                 |
|------------|-----------------|
| 11-01-0323 | Centre Accalmie |
|------------|-----------------|

|            |  |
|------------|--|
| 11-03-0819 | Centre d'action bénévole Ascension Escuminac |
|------------|--|

|            |   |
|------------|---|
| 11-01-1452 | La maison Maguire pour personnes handicapées inc. |
|------------|---|

|            |  |
|------------|--|
| 11-02-1213 | Maison des jeunes de l'Île du Havre-Aubert |
|------------|--|

|            |  |
|------------|--|
| 11-05-3160 | Regroupement des organismes communautaires Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine |
|------------|--|

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31C - ( 3 - 12 )

|              |  |
|--------------|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|--------------|--|

|                              |  |
|------------------------------|--|
| <b>PROGRAMME SPD</b>         | <b>Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome</b> |
|                              | <b>Région 12 - Chaudière-Appalaches</b>  |
| <i>Numéro de l'organisme</i> | <i>Nom de l'organisme</i>  |

|            |   |
|------------|---|
| 12-03-0305 | Centre d'action bénévole Concert'action   |
| 12-01-1946 | Centre d'action bénévole-SERS   |
| 12-01-3768 | Centre d'entraide familiale de la MRC de Montmagny                                |
| 12-01-0201 | Club parentaide Beauce-Centre   |
| 12-01-3724 | Le havre, Regroupement des personnes atteintes de maladie mentale, région Amiante |
| 12-01-1951 | L'essentiel des Etchemins   |
| 12-01-0781 | Télévision communautaire de la région de L'Amiante inc.                           |

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31C - ( 3 - 13 )

|              |  |
|--------------|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|--------------|--|

|                              |  |
|------------------------------|--|
| <b>PROGRAMME SPD</b>         | <b>Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome</b> |
|                              | <b>Région 13 - Laval</b>   |
| <i>Numéro de l'organisme</i> | <i>Nom de l'organisme</i>  |
| 13-01-2504                   | Centre communautaire "Le coumbite de Laval"                                    |
| 13-01-3653                   | Centre des femmes italiennes de Laval  |
| 13-00-5350                   | Centre d'études des besoins des communautés ethniques de Laval (CEBCEL)        |
| 13-00-4161                   | Jour-Arts  |
| 13-01-2544                   | Lumi - Vie   |

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31C - ( 3 - 14 )

|              |  |
|--------------|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|--------------|--|

|                              |  |
|------------------------------|--|
| <b>PROGRAMME SPD</b>         | <b>Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome</b> |
|                              | <b>Région 14 - Lanaudière</b>  |
| <i>Numéro de l'organisme</i> | <i>Nom de l'organisme</i>  |

|            |  |
|------------|--|
| 14-00-5338 | Alphabus Lanaudière  |
| 14-00-5292 | Association de chasse et pêche des Nymphes inc.                              |
| 14-01-1541 | Association des travailleurs, travailleuses accidentés de Joli-Mont          |
| 14-04-2422 | Association québécoise de la fibromyalgie                                    |
| 14-00-5298 | Chambre de commerce de St-Félix-de Valois                                    |
| 14-00-4448 | Club de l'âge d'or de Lanoraie inc.  |
| 14-00-4199 | COSE Lanaudière  |
| 14-01-2001 | Groupe d'information et de défense des droits sociaux de Ste-Julienne        |
| 14-00-5336 | La fournée de pain d'épices  |
| 14-00-5241 | La guilde du pain d'épices   |
| 14-00-5241 | La guilde du pain d'épices   |
| 14-02-0660 | La maison des jeunes, Café-Rencontre 12-17 du Grand Joliette                 |
| 14-01-2212 | L'association des personnes handicapées du secteur Joli-Mont inc.            |
| 14-01-3164 | Les oeuvres de Galilée   |
| 14-00-4727 | Maison des jeunes de Saint-Esprit de Montcalm inc.                           |
| 14-00-3893 | Source de vie de St-Gabriel inc.   |
| 14-00-4359 | Table régionale des organismes communautaires famille de Lanaudière (TROCFL) |
| 14-00-4359 | Table régionale des organismes communautaires famille de Lanaudière (TROCFL) |

ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche 31C - ( 3 - 15 )

|       |  |
|-------|--|
| Titre | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|-------|--|

|                       |   |
|-----------------------|---|
| PROGRAMME SPD         | Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome |
|                       | Région 15 - Laurentides   |
| Numéro de l'organisme | Nom de l'organisme  |

|            |   |
|------------|---|
| 15-01-2564 | 6e jour inc.                                      |
| 15-01-1171 | Carrefour d'actions populaires de St-Jérôme       |
| 15-00-4722 | Centre de prévention du décrochage scolaire OMEGA |
| 15-00-5353 | Coeur d'ange                                      |
| 15-01-3251 | Les papillons de Nomingue inc.                    |
| 15-00-5305 | Maison de la famille Argenteuil                   |
| 15-01-0587 | Moisson Basses-Laurentides                        |



## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

**31C - ( 3 - 16 )**

|              |  |
|--------------|--|
| <b>Titre</b> | Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée. |
|--------------|--|

| PROGRAMME SPD     Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome |  |
|---|--|
| Région 16 - Montérégie  |  |
| <i>Numéro de l'organisme</i>  | <i>Nom de l'organisme</i>  |
| 16-01-2821  | Association des personnes aphasiques du Richelieu-Yamaska                |
| 16-01-2096  | Association des personnes handicapées physiques de Cowansville et région |
| 16-00-5349  | Association des sports-loisirs pour aveugles                             |
| 16-01-2182  | Bonjour soleil, Regroupement de familles monoparentales                  |
| 16-03-0539  | Centre d'action bénévole L'actuel  |
| 16-01-3309  | Comptoir-Partage La mie  |
| 16-06-1223  | Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry         |
| 16-06-1844  | Corporation de développement communautaire du Haut-Richelieu             |
| 16-01-1852  | Entraide pour monoparentales et familles recomposées du Suroît           |
| 16-01-1934  | Le centre d'information communautaire de St-Hyacinthe                    |
| 16-00-5248  | Le comité de développement Stanbridgeois                                 |
| 16-01-1152  | Le foyer St-Antoine de Longueuil inc.                                    |
| 16-00-3925  | Les barbaparents   |
| 16-00-5333  | Ressources St-Jean-Vianney   |
| 16-00-4631  | Société Alzheimer de Granby et région inc.                               |
| 16-01-2394  | Trait-D'union montérégien  |

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2005-2006

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche

31C - ( 3 - 17 )

**Titre** Dans chacun des programmes : liste des organismes qui ont demandé une subvention qui leur a été refusée.

**PROGRAMME SPD** Soutien aux projets de développement de l'action communautaire autonome

**Région 17 - Centre-du-Québec**

*Numéro de  
l'organisme*

*Nom de l'organisme*

|            |  |
|------------|--|
| 17-01-2635 | Association sourds, malentendants Centre du Québec inc.          |
| 17-03-1976 | Centre d'entraide "Contact" de Warwick                           |
| 17-00-5330 | Centre Normand Léveillé inc.                                     |
| 17-06-0312 | Corporation de développement communautaire des Bois-Francis inc. |
| 17-00-4326 | Maison des jeunes de Wickham                                     |
| 17-00-4326 | Maison des jeunes de Wickham                                     |

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RP32

### Titre

Copie des avis transmis au ministre ou au secrétariat par le comité aviseur de l'Action communautaire autonome en date du 31 mars 2005.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF33

### Titre

Actions posées et crédits alloués pour donner suite au dépôt de la politique sur l'action communautaire autonome et prévisions pour 2005-2006.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

#### 1. Contexte

- La politique de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire, intitulée *L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*, a été adoptée le 4 juillet 2001 et lancée officiellement le 5 septembre.
- Le lancement de la politique a été accompagné d'une annonce de crédits supplémentaires, de 50 millions de dollars pour trois ans (2001-2002 à 2003-2004).
- La phase de mise en œuvre vise à rendre opérationnelles les différentes modalités de la politique et, à terme, de rendre effectif l'esprit de simplification et d'harmonisation des pratiques administratives.

#### 2. Les travaux de mise en œuvre de la politique gouvernementale

- Un plan d'action gouvernemental et un cadre de référence en matière d'action communautaire ont été adoptés en août 2004 afin de réaffirmer les orientations gouvernementales et de baliser les travaux d'harmonisation et de simplification des pratiques administratives au sein des ministères et des organismes gouvernementaux.
- Le Comité interministériel de l'action communautaire représente tous les ministères et les organismes gouvernementaux concernés par le soutien financier aux organismes communautaires, soit plus d'une vingtaine.
- Des rencontres de ce Comité se sont tenues les 7 avril, 19 mai, 14 juin, 9 septembre, 14 octobre, 8 décembre 2004 ainsi que les 20 janvier et 3 mars 2005.
- Les membres du Comité interministériel ont collaboré aux travaux touchant l'évaluation de la mise en œuvre de la politique gouvernementale dont le terme est prévu pour l'automne 2006, ils ont contribué aux groupes de travail mis en place par le Secrétariat sur les besoins de formation, l'élaboration des profils régionaux et le suivi de la mise en œuvre de la politique gouvernementale et l'évaluation des besoins financiers ; ils ont de plus contribué à la réflexion globale sur le milieu communautaire.
- Un portrait de tous les organismes communautaires soutenus par le gouvernement du Québec, par ministères, a été réalisé en 2002-2003. Depuis, il est mis à jour annuellement et a été bonifié. Il comprend maintenant l'ensemble du soutien gouvernemental versé à des organismes communautaires (soutien à la mission globale, entente de service et projets).
- Ce portrait sert de base à plusieurs opérations menées par le Secrétariat dont notamment, l'opération annuelle de concentration et de transfert du soutien financier, la recherche en vue de la rédaction des profils régionaux sur le soutien financier, le suivi des programmes de soutien financier.
- Les travaux de concertation avec le Comité aviseur de l'action communautaire autonome et le SACA ont cours depuis l'adoption de la politique gouvernementale. Plusieurs rencontres se sont déjà tenues entre des sous-comités du Comité aviseur et l'équipe du Secrétariat, notamment sur les programmes, l'évaluation de la politique, les profils régionaux et les besoins financiers des groupes communautaires. Le Comité aviseur a rencontré le ministre une fois au cours de la dernière année.

### 3. Les crédits dispensés

Le milieu communautaire encore cette année a pu profiter de retombées financières de la Politique gouvernementale. Pour l'exercice financier 2004-2005, un montant de 6 681 683 \$ a été distribué pour soutenir le milieu communautaire. De cette somme, 6 458 900 \$ ont été versés pour soutenir des organismes communautaires relevant d'autres ministères et organismes gouvernementaux alors que 222 783 \$ ont été remis aux organismes soutenus au Secrétariat à l'action communautaire autonome.

De plus, il faut considérer que les sommes additionnelles octroyées aux organismes sous la responsabilité du Secrétariat de 2001-2002 à 2003-2004 ont été rendues récurrentes grâce à la contribution du Ministère. Ainsi, le Secrétariat a maintenu les engagements de la Politique auprès des organismes qu'il soutient.

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF34

### Titre

La liste de toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère et ses organismes ou par un ou des employé(s) du ministère ou de l'organisme pour les 5 dernières années.

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune société (OSBL) n'est créée par le Ministère. De plus, le Ministère ne détient pas d'information à savoir si des employés ont créé des sociétés (OSBL).

SOURCE : Bureau du sous-ministre -2005-05-17

COLLABORATION :

VALIDATION:

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RPAF35**

**T itre**

Copie des mémoires, lettres et recommandations déposées au Registraire concernant le projet de la loi sur le droit associatif.

**E xposé et statistiques (s'il y a lieu)**

Question non pertinente à l'étude des crédits.

**SOURCE :** Bureau du sous-ministre -2005-05-17

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:**

## DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RPAF36

### Titre

Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles dans votre ministère ou organisme tel que prescrit par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (Chapitre A-2.1)

### Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Conformément à l'article 16 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, la liste de classement des ministères et organismes n'est disponible que par consultation sur place.

**SOURCE :** Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles -2005-05-11

**COLLABORATION :**

**VALIDATION:** Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles  
– 2005-05-11